

ISSN 2818-985X



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

DEUXIÈME SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

**de la Commission permanente
de l'économie et du travail**

Le mardi 2 décembre 2025 — Vol. 48 N° 8

Interpellation : Le gouvernement caquiste déconnecté des
réalités économiques régionales du Québec

**Présidente de l'Assemblée nationale :
Mme Nathalie Roy**

2025

Commission de l'économie et du travail

Le mardi 2 décembre 2025 — Vol. 48 N° 8

Table des matières

Exposé du sujet Mme Filomena Rotiroti	1
Réponse du ministre M. Eric Girard	2
Argumentation	4
Conclusions M. Eric Girard Mme Filomena Rotiroti	16 16 17

Autres intervenants

M. Simon Allaire, président

Mme Chantale Jeannotte

M. Etienne Grandmont

M. Stéphane Sainte-Croix

Mme Agnès Grondin

Mme Catherine Gentilcore

Le mardi 2 décembre 2025 — Vol. 48 N° 8

Interpellation : Le gouvernement caquiste déconnecté des réalités économiques régionales du Québec

(Neuf heures trente minutes)

Le Président (M. Allaire) : Alors, à l'ordre, s'il vous plaît! Je déclare la séance de la Commission de l'économie et du travail ouverte. Merci de prendre quelques secondes pour éteindre l'ensemble de vos sonneries, de vos multiples appareils électroniques, s'il vous plaît.

La commission est réunie afin de procéder à l'interpellation de la députée de Jeanne-Mance—Viger au ministre délégué à l'Économie régionale sur le sujet suivant : Le gouvernement caquiste déconnecté des réalités économiques régionales du Québec.

Mme la secrétaire, est-ce qu'il y a des remplacements?

La Secrétaire : Oui, M. le Président. Mme Hébert (Saint-François) est remplacée par M. Sainte-Croix (Gaspé); M. Thouin (Rousseau), par Mme Grondin (Argenteuil); M. Fontecilla (Laurier-Dorion), par M. Grandmont (Taschereau); et M. Paradis (Jean-Talon), par Mme Gentilcore (Terrebonne).

Le Président (M. Allaire) : Merci. Conformément à l'entente prévue pour la 43e législature, le deuxième groupe d'opposition interviendra lors de la deuxième série d'interventions, et le député de Jean-Talon interviendra lors de la quatrième série d'interventions.

Alors, on débute. Déclarations d'ouverture. Mme la députée de Jeanne-Mance—Viger, je vous cède la parole 10 minutes. La parole est à vous.

Exposé du sujet

Mme Filomena Rotiroti

Mme Rotiroti : Merci, M. le Président. Bon matin à tous. Alors, a priori, j'aimerais prendre quelques minutes... de dire... de saluer le nouveau ministre délégué au Développement régional ainsi que député d'une région, du Lac-Saint-Jean, mais responsable, surtout, de la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean, ainsi que l'ensemble de mes collègues des autres formations politiques qui sont parmi nous aujourd'hui.

Alors, c'est une discussion très importante que nous amorçons aujourd'hui, et j'espère qu'elle permettra d'éclairer les véritables enjeux qui vivent dans nos régions... qui vivent nos régions. Le dossier ou l'enjeu que nous allons aborder aujourd'hui est important, et vous comprenez tous que la santé économique de nos régions au Québec dépasse largement des lignes partisanses. Ce n'est pas une question de couleur politique, c'est une question d'équilibre, de prospérité collective et de justice territoriale.

M. le Président, vous le savez, la santé et le dynamisme économique de l'ensemble de nos régions sont essentiels économiquement et bénéficient à tous les Québécois, mais ce dynamisme doit se faire équitablement, de l'est à l'ouest, de nord... du nord au sud de la province. Quand une région s'appauvrit, c'est tout le Québec qui recule. Quand une région progresse, c'est tout le Québec qui avance.

M. le Président, soyons clairs, depuis plusieurs années maintenant, le signal qu'on reçoit de la part des régions pointent toutes dans la même direction. Nous avons un gouvernement qui s'éloigne des réalités économiques régionales, qui improvise, qui gère dans la panique et, ultimement, laisse des secteurs entiers sans vision ou soutien. Les entreprises et PME de régions nous le disent régulièrement : La machine gouvernementale caquiste est trop lourde, trop lente et profondément déconnectée. Je rappelle à tous ici qu'en fin 2018 la CAQ promettait la réduction de la paperasse. Sept ans plus tard, où sont les résultats espérés et promis? On attend toujours. Les entrepreneurs, eux, n'attendent plus, ils abandonnent ou ils retardent des projets.

Depuis plusieurs mois maintenant, nous multiplions des tournées régionales au Québec, et je dois vous dire, M. le Président, que l'ensemble des groupes, entreprises, agriculteurs, travailleurs et même dans l'industrie forestière, les villes... les villes et MRC qu'on rencontre nous disent toutes la même chose : ce gouvernement n'écoute pas ses partenaires, n'écoute pas les entreprises, les PME et les acteurs municipaux. C'est problématique. C'est un gouvernement qui a tout centralisé et est de plus en plus interventionniste. Ce gouvernement n'a aucune vision économique d'ensemble. La vision économique présentée par le gouvernement manque de précision, de concret. On a dressé un catalogue de bonnes intentions sans priorité, sans calendrier, sans moyen clair. Puis que dire de l'environnement d'affaires? Le premier ministre nous promet... nous a promis un environnement d'affaires simple. Les entrepreneurs, eux, savent très bien qu'il fait l'inverse depuis sept ans. La bureaucratie a explosé, la machine de l'État s'est alourdie. Les délais sont allongés. Difficile de parler de crédibilité économique quand on passe son temps à compliquer la vie de ceux qui créent la richesse.

On l'a vu dans la mise à jour économique présentée la semaine dernière, gain de productivité anémique à chaque année, les entreprises n'investissent pas ou très peu. L'environnement d'affaires n'est pas du tout prévisible avec ce

gouvernement. Il décourage l'investissement et les régions en sont les premières victimes parce que ce sont elles qui dépendent de ces investissements locaux pour maintenir des emplois de qualité. On a en face de nous un gouvernement de plus en plus interventionniste, qui tente de choisir les gagnants plutôt que de créer des conditions gagnantes.

M. le Président, je peux vous parler de les gros deals, hein, qui étaient supposés nous amener de la richesse ici, au Québec, qui finalement ont été un échec monumental. Quand on parle de Northvolt, c'est des millions; Recyclage Carbone Varennes, 365 millions; Lion Électrique, TY Moteurs, Flying Whales, Panier bleu, et j'en passe, M. le Président. Imaginez qu'est-ce qu'on aurait pu faire avec ces millions de dollars là s'ils avaient été investis dans nos régions et dans nos PME à travers le Québec. Au total, le gouvernement a injecté 5,1 milliards dans le Fonds de développement économique depuis 2019 pour compenser pour des pertes qu'on a subies en investissements à coups de millions. 5,1 milliards de dollars, ce n'est quand même pas rien, là, avoir gaspillé cet argent-là. C'est sans compter le grand nombre de gaspillages des fonds publics, puis là j'en passe, M. le Président, SAAQclic, 1 milliard, les fonctionnaires de plus en plus, qui nous coûtent 600 millions, d'autres projets qui ont été arrêtés, mal gérés ou incomplets.

Ces erreurs de gouvernance, les investissements improvisés, les programmes mal arrimés, tout cela finit à créer un environnement instable pour nos PME, qui a un effet sur l'ensemble de l'écosystème économique de nos régions. Quand l'économie manque de direction, les régions manquent d'oxygène. Quand le gouvernement improvise, ce sont nos travailleurs, nos entrepreneurs et nos jeunes qui en subissent les conséquences directes. Ce sont des projets reportés, des agrandissements annulés, des investissements qui se déplacent ailleurs. Quand les entrepreneurs régionaux doivent se battre contre la paperasse, la bureaucratie, plutôt que d'investir dans des projets, quand nos industries clés, comme le secteur forestier, sont laissés à eux-mêmes, quand le gouvernement coupe des organismes d'accompagnement à nos PME et centralise l'aide pour choisir les gagnants, quand nos PME qui veulent des travailleurs étrangers temporaires essentiels à l'économie régionale font face à une bureaucratie qui les décourage ou les bloque tout court, cela nous révèle un gouvernement profondément déconnecté de ceux qui vivent dans nos régions.

Aujourd'hui, nous allons parler des vrais enjeux, des vrais obstacles et des vrais besoins. Nous allons demander des réponses claires au ministre, mais surtout nous allons lui partager ce que les entrepreneurs et les travailleurs nous ont dit à travers le Québec. J'espère qu'aujourd'hui le ministre ne nous donnera pas les lignes politiques qu'on entend depuis les sept dernières années. J'ose espérer que, comme député d'une région névralgique comme le Saguenay—Lac-Saint-Jean, puis je répète, il est responsable, en plus, dans son titre, là, il est responsable de la région, j'espère qu'aujourd'hui il a les réponses à des enjeux vraiment concrets, là. J'ai parlé de paperasse, de bureaucratie, j'ai parlé des travailleurs temporaires. C'est tous des éléments qu'on va discuter tout le long de notre échange ce matin. J'ose espérer, là, j'ose espérer, M. le Président, qu'aujourd'hui on va avoir un début d'un commencement d'un ministre qui est vraiment connecté dans sa propre région et qui va nous, quand même... qui va nous donner des pistes de solution.

Moi, je veux savoir, depuis qu'il est arrivé comme ministre, puis il est assis autour de la table du Conseil des ministres, s'il est d'accord avec certaines politiques que... mises de l'avant, de son gouvernement. J'aimerais ça l'entendre là-dessus. J'espère... L'objectif de cette interpellation ce matin, c'est vraiment un cri du coeur, M. le Président. J'ai été nommée dans l'Escouade PME avec mon collègue de Marguerite-Bourgeoys, et on a fait la tournée du Québec. On visite plusieurs régions. Je vais vous dire, les enjeux partout au Québec sont les mêmes. Il n'y a pas un entrepreneur, une PME qui ne nous parle pas de ces enjeux-là. Alors, quand le facteur commun, les... les enjeux à travers le Québec sont les mêmes, il me semble qu'un gouvernement qui est à l'écoute doit s'attaquer à ces enjeux-là au lieu de faire des annonces. Tu sais, ils font des belles annonces, mais qu'est-ce qu'on entend, c'est que l'argent n'arrive jamais. L'argent n'est pas là, les outils... Un gouvernement qui veut s'assurer que le Québec peut prospérer dans un environnement prospère est là pour donner les outils, les outils nécessaires à ces entrepreneurs, pas pour leur dire quoi faire et comment gérer leurs entreprises. Ils n'ont pas besoin de ça. D'ailleurs, la plupart nous disent : Bien, que le gouvernement sorte de là, on n'a pas besoin d'eux, de nous dire quoi faire dans notre propre entreprise pour être plus productifs puis aller chercher des contrats, on sait comment faire, laissez-nous gérer nos affaires, gérez, vous, les vôtres. Alors, donnez-leur les outils, c'est juste ça qu'ils en demandent. Le reste, ils vont s'en occuper, M. le ministre. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Allaire) : Merci à vous. Alors, on continue ce bloc de déclarations d'ouverture. M. le ministre, la parole est à vous, 10 minutes.

Réponse du ministre

M. Eric Girard

M. Girard (Lac-Saint-Jean) : Pardon?

Le Président (M. Allaire) : La parole est à vous pour 10 minutes.

• (9 h 40) •

M. Girard (Lac-Saint-Jean) : 10 minutes. Merci. Merci, M. le Président. Je tiens à saluer ma collègue en face de moi, députée de... Jeanne-Mance—Viger, pardon, ainsi que mes trois collègues qui sont ici avec moi. Merci d'être présents. J'ai aussi les gens, là, qui m'accompagnent, du cabinet et du ministère.

Donc, je souhaite remercier l'Assemblée de me donner la chance aujourd'hui de m'exprimer sur un sujet qui me tient extrêmement à coeur, le développement économique régional. C'est un dossier que le premier ministre m'a accordé en septembre dernier, et j'ai la volonté ferme de défendre vigoureusement le développement économique régional.

J'aimerais commencer, M. le Président, tout d'abord en... en déboulonnant ce mythe qu'on entend parfois : le gouvernement caquiste est déconnecté des réalités économiques régionales du Québec. C'est faux, M. le Président, et j'ai bien l'intention de vous prouver tout le contraire aujourd'hui.

Comme ma collègue le mentionnait, je suis moi-même originaire d'une région, le Saguenay—Lac-Saint-Jean, pour laquelle j'assume aujourd'hui avec une grande fierté le rôle de ministre responsable. Vous savez, M. le Président, avant ma carrière politique, j'ai évolué dans le milieu agricole, un secteur qui joue un rôle socioéconomique essentiel, là, dans plusieurs régions du Québec, dont la mienne aussi et la vôtre aussi, M. le Président. J'ai aussi été maire d'une municipalité, de... d'un village, on va dire, d'un village de 2 000 habitants au Lac-Saint-Jean. Alors, je... je considère que je suis bien placé pour connaître la réalité régionale comme le fond de ma poche et la comprendre aussi.

Dans ma région, l'industrie forestière, l'agroalimentaire, l'industrie de l'aluminium et le manufacturier sont essentiels. Avec les années, j'ai développé des connaissances approfondies dans ces domaines et sur les enjeux que les entreprises vivent. Puis j'ai été à même de constater aussi l'importance de l'entrepreneuriat pour la création de richesse collective, mais aussi l'importance pour les entrepreneurs d'avoir les bons outils en main pour réussir.

Bon. Vous savez, le soutien au développement économique régional, c'est primordial, M. le Président. On sait que le succès du Québec, ça passe par nos régions. Bien entendu, on est dans un contexte géopolitique qui est changeant, qui est en changement. On a des voisins avec qui on fait affaire, avec qui ce n'est pas facile, on en est tous conscients. Et c'est d'ailleurs pourquoi l'une des... d'une... d'une des prémisses de base de notre vision économique de notre gouvernement qui a été annoncée par le premier ministre le 10 novembre... On sait que nos régions disposent de nombreuses forces qui font du Québec un véritable acteur économique vert et prospère aujourd'hui et pour les générations à venir. Puis moi, mon rôle, c'est de m'assurer que nos entreprises, on a ce qu'il faut pour déployer davantage nos forces, et ça, en travaillant de concert avec les intervenants, les organismes de développement économique présents dans notre région. Oui, on est dans les régions, oui, on annonce des subventions, des aides gouvernementales, mais on est là aussi pour rencontrer les organisations de développement économique régional, puis de travailler avec eux, puis s'assurer qu'ils aient les bons outils nécessaires.

D'entrée de jeu, on fait des choix stratégiques, aussi, et audacieux dans plusieurs secteurs de notre économie, des choix qui nous ont permis de gagner en productivité, d'améliorer notre niveau de vie et d'augmenter le pouvoir d'achat des Québécois. Moi, je peux vous dire, M. le Président, que, malgré le contexte, on peut s'appuyer sur un bilan positif avec des investissements qui ont profité à l'ensemble de nos régions. Depuis 2018, le gouvernement a en effet investi plus de 25 milliards de dollars pour soutenir des projets partout au Québec, dont la valeur totale s'élève à 94 milliards de dollars. C'est énorme. À chaque dollar investi par Québec, M. le Président, c'est 3,7 \$ d'investissement, directement dans notre économie.

On a aussi réalisé quelque 25 000 interventions avec Investissement Québec, dont près de 95 % ont été faites auprès de PME, qui sont le fondement de notre économie régionale, M. le Président. Puis, de plus, là, la moitié des projets qui ont été réalisés l'ont été dans des MRC non urbaines. Le nombre d'entreprises québécoises soutenues par le gouvernement a augmenté de près de 44 % depuis notre arrivée au gouvernement. Alors, je pense que c'est important de mentionner ces chiffres-là à l'échelle du Québec.

On a aussi un plan PME. Ce sont près de 500 millions de dollars en interventions financières qu'on va réaliser... qui seront réalisées d'ici 2028 pour bonifier l'accompagnement et le soutien aux PME partout au Québec. Donc, notre objectif, M. le Président, c'est de stimuler encore plus leur croissance et leur productivité, grâce, bien entendu, à sept mesures-phares qui sont déployées dans l'écosystème entrepreneurial. Puis, une des pièces maîtresses de notre plan PME, c'est le Réseau accès PME. Je rappelle que ce réseau propose un accompagnement-conseil aux entrepreneurs partout au Québec, peu importe leur secteur d'activité, pour leur stade de développement. Ce réseau offre à... plus de 450 professionnels répartis en province... donc, c'est réparti dans 100 MRC. C'est un soutien direct pour leur projet d'affaires, que ces gens-là aident nos entreprises. C'est des références vers les services et les programmes régionaux et nationaux, et c'est une aide pour leurs démarches de financement. C'est plus de 10 000 projets d'entreprises, 8 000 référencements qui ont été faits par ces gens-là dans la dernière année. Ce sont nos yeux et nos oreilles sur le terrain, M. le Président. Donc, ça démontre que nous, on déploie des organisations sur le terrain qui connaissent le milieu et qui sont les mieux placés afin d'orienter, de diriger les entreprises, les PME qui sont dans des municipalités, qui sont situées dans des régions. Ça fait qu'on a prolongé Réseau accès PME encore pour deux ans. Donc, on y croit, M. le Président, dans la mise à jour économique qui a été faite.

Sur ce point, je rappelle aussi que notre gouvernement a mis en place des leviers en réponse aux défis actuels, notamment liés aux tarifs douaniers américains, je le disais tout à l'heure, justement pour aider nos PME à accroître leur productivité et leur compétitivité. Je l'ai déjà mentionné, on est dans un contexte géopolitique en mouvance. On a mis quelque chose en place, puis on va poursuivre là-dessus. On veut surtout que nos entreprises en région aient accès aux nouvelles technologies et qu'elles puissent se moderniser, innover et se démarquer. Puis je suis bien placé pour le voir et le comprendre parce que le contexte géopolitique actuel affecte, entre autres, beaucoup tout ce qui est la question des ressources. Mais on est présent, on continue d'être là, puis nos programmes s'adaptent en fonction justement du contexte actuel. Juste, par exemple, FRONTIERE, qui vient offrir un financement rapide aux entreprises qui ont besoin de liquidités pour ajuster leur modèle d'affaires ou leur chaîne d'approvisionnement. Puis on a une autre mesure aussi, M. le Président, qui est le Chantier productivité, il vient... il vise à améliorer la productivité des entreprises en offrant des aides financières flexibles pour les projets d'investissement, puis il est complémentaire au programme Essor à l'initiative grand V d'Investissement Québec, qui vient aussi encourager et accompagner les entreprises dans leurs projets de croissance et d'innovation et de productivité durable, M. le Président.

Un autre élément qui est important, puis qu'on n'en parle pas assez souvent, qui est aussi nos fonds locaux d'investissement qui sont dans nos MRC, dont les MRC sont délégataires, qui sont un levier extrêmement important,

qui génèrent de l'économie, qui viennent en aide, justement, à nos entreprises sur le terrain et qui sont très appréciés aussi de la part du milieu. Ces fonds locaux d'investissement là permettent à nos entreprises de se développer, d'investir, de faire du repreneuriat. On vient réaliser des projets à travers le Québec avec ces fonds locaux d'investissement là, et aussi on est partenaire avec les FLS qui sont les fonds locaux, aussi, de solidarité.

Je mentionnais aussi que pour les entreprises qui ont subi des impacts liés aux tarifs, il est possible aussi d'obtenir un moratoire de six mois sur le remboursement d'une aide issu d'un fonds local d'investissement. Donc, c'est important, vous voyez, on s'adapte, on va continuer de s'adapter, M. le Président, parce que c'est en écoutant puis en étant présent sur le terrain, avec les gens qui font le développement, qui connaissent leur milieu, qui sont au fait aussi des enjeux de leur milieu... Donc, ils nous font des recommandations, ils nous demandent des choses, de s'adapter, puis c'est ce qu'on fait, M. le Président, avec ces tournées-là. Donc... OK, alors je m'arrête là-dessus. Merci, M. le Président.

• (9 h 50) •

Le Président (M. Allaire) : Parfait. Merci, M. le ministre. On débute la période d'échange avec la première série d'interventions. Mme la députée de Jeanne-Mance—Viger, je vous cède la parole pour cinq minutes.

Argumentation

Mme Rotiroti : Merci. Merci, M. le Président. Écoutez, j'aurais voulu... Je vois que le ministre nous sert quand même les mêmes lignes de son gouvernement. J'aurais pensé puis j'aurais osé espérer, aujourd'hui, en ayant un ministre de région devant moi, qu'il aurait été un peu plus... un peu plus... Il dit qu'il a fait la tournée, qu'il parle à les MRC. Lui-même, comme ancien entrepreneur dans le secteur agricole et ancien maire, il me semble qu'aujourd'hui je lui donne l'opportunité de s'adresser à les entrepreneurs et les gens en région qui nous écoutent ce matin, et je vois qu'il nous sert les mêmes recettes de son gouvernement.

Ceci dit, il parle toujours de contexte géopolitique. C'est toujours la faute des autres, hein, quand c'était... quand ce n'est pas la pandémie, c'est la faute des tarifs, c'est la faute des autres, c'est la faute à une époque des libéraux, qui a quand même laissé un surplus de 7 milliards dans le coffre. Alors, moi, je vais... j'aimerais... moi, là, je vais aborder des sujets extrêmement précis, M. le Président, puis j'aimerais ça avoir des réponses précises aussi.

Alors, il a parlé de plusieurs choses, entre autres le plan PME 2025-2028. Alors, parlons-nous du programme PME 2025-2028 qui, dans le fond, succédait l'ancien Plan québécois en entrepreneuriat, là, qui s'appelait le PQE 2022-2025. Sur papier, on annonce, le gouvernement annonce 219 millions. Seulement 116 millions sont réellement de l'argent nouveau. Le reste provient des crédits déjà existants. Ça fait qu'on va mettre ça au clair. Dans ce 6 millions, c'est 6 millions de moins que le précédent plan pour les PME. Alors, je répète, c'est un nouveau plan qui reprend essentiellement des mesures qui existaient. Ça fait que, dans le fond, il reconduit les mesures puis l'enveloppe qui était... qui était là, et il n'y a rien de... il n'y a pas grand-chose de nouveau. Alors, il y a très peu de moyens dans ce plan-là pour soutenir les PME et les défis qu'ils ont présentement.

Alors, juste pour vous dire à quel point c'est... le ministre pense que son... le plan PME, c'est un bon plan, je vais vous citer quelques quelques commentaires. Alors, je cite la PDG de la Fédération des chambres de commerce du Québec, Véronique Proulx, qui dit, concernant le plan PME : «Le plan PME 2025-2028 ne répond ni aux besoins ni aux attentes prioritaires des PME et des entrepreneurs du Québec. C'est un plan axé sur la continuité, avec des moyens financiers réduits», réduits, M. le ministre. «C'est nettement insuffisant pour tenir compte du contexte qui a changé depuis 2022.» Vous aimez ça, parler de le contexte géopolitique, bien, il me semble que ça aurait dû être pris en compte avec le nouveau plan. Alors, des mesures, c'est beau. Si elles ne sont pas accompagnées des fonds qui viennent avec, ça ne donne absolument rien. Et je continue la citation : «Nos entreprises doivent composer avec la menace des tarifs douaniers américains, des contre-tarifs canadiens, la hausse de l'inflation et des tarifs d'électricité, les restrictions imposées aux travailleurs étrangers temporaires et l'alourdissement constant du fardeau réglementaire. Face à ces défis, le gouvernement doit en faire plus, pas moins.» Pas moins. C'est exactement qu'est-ce que vous faites.

La Chambre de commerce de l'industrie Saguenay-Le Fjord est très claire. Ça, c'est dans la région du ministre. Elle dit ceci concernant son plan : «Ce plan ne répond pas véritablement aux besoins des PME.» Sa PDG, Sandra Rossignol, résume : «Le gouvernement ne tient pas compte des besoins réels. Les mesures sont politiques, sans impact concret.» Politiques, sans impact concret. Elle ajoute que «la paperasse demeure imposante, et les normes augmentent sans cesse». Elle souligne plusieurs problèmes majeurs : l'absence d'écoute, la complexité réglementaire persistante, l'obligation accrue en santé et sécurité et aucune mesure fiscale forte.

Le ministre a fait allusion quand il a parlé du plan PME... il a parlé de Réseau accès PME. Selon, toujours, sa PDG de sa chambre de commerce... dit ceci : «Ce sont des mêmes ressources déjà mises en place en 2020 avec Accès entreprise Québec.» Ça ne change rien pour les entrepreneurs, absolument rien. Espaces PME innovation, une autre mesure dans son programme, mesure jugée insuffisante à l'échelle des besoins...

Le Président (M. Allaire) : Merci. Vous aurez le temps de revenir avec une autre intervention, plusieurs autres interventions. M. le ministre, je vous cède la parole pour cinq minutes.

M. Girard (Lac-Saint-Jean) : OK. Merci, M. le Président. Puis j'aimerais continuer encore, M. le Président, en mentionnant qu'on a aussi, notre gouvernement, on a agit aussi sur la requalification des travailleurs. Ça, c'est important parce que je pense que c'est quelque chose qui vaut la peine d'être mentionné, en fait, concernant toute la question des barrières commerciales au Canada et la diversification des marchés. Puis je veux quand même continuer

aussi pour nos exportateurs québécois qui souhaitent diversifier leurs exportations ailleurs qu'aux États-Unis. Investissement Québec a mis en place la solution Panorama, M. le Président, pour les accompagner, les soutenir financièrement. Donc, c'est important de le mentionner.

Et vous savez, M. le Président, j'insiste sur le fait que, pour moi, il est essentiel, il est primordial de donner tous les outils nécessaires à nos entreprises, bien entendu, pour qu'elles atteignent leur plein potentiel. Je sais aussi que mes consoeurs et mes confrères députés vont vous donner, au cours de cette interpellation, des exemples, aussi, concrets de projets réalisés dans nos régions, bien entendu, grâce à nos mesures qu'on a mises en place ces dernières années. Je pense qu'il n'y a rien de mieux que de donner des exemples pour démontrer l'efficacité de nos interventions.

Vous savez, M. le Président, depuis nos débuts, on est présents, on est présents partout au Québec pour soutenir, bien entendu, et accompagner nos entreprises et pour collaborer aussi étroitement avec elles afin de créer de la richesse pour l'ensemble des Québécoises et des Québécois. Tu sais, les chiffres, tout à l'heure, que j'ai sortis viennent le démontrer. Vous verrez que les retombées de nos investissements en matière de développement économique régional sont tangibles, M. le Président. Je l'ai mentionné tout à l'heure, il y a des exemples concrets aussi qui se font sur le terrain. Quand on fait nos tournées, aussi, régionales, on le voit, les gens nous en parlent.

Je veux quand même vous dire, M. le Président, que je veux... je suis très fier, en fait, de travailler au succès de toutes les régions du Québec, parce qu'il y a des belles choses qui se font au Québec, il y a des beaux projets. On a des régions qui sont diversifiées, on a des régions qui se développent, M. le Président. On est sur le terrain à la rencontre de nos entrepreneurs et à leur écoute aussi, M. le Président. C'est essentiel pour moi de comprendre leur réalité et de travailler avec eux pour trouver des solutions à leurs enjeux, et c'est ce qu'on fait, et avec mes collègues aussi, M. le Président. Les enjeux sont... ne sont pas toujours financiers, bien au contraire. Les enjeux sont autres bien souvent, et c'est là-dessus qu'on travaille.

Le développement économique régional, à mes yeux, ça signifie d'abord et avant tout de donner aux communautés les moyens de bâtir leur avenir selon leurs forces et leurs particularités. Puis c'est ce qu'on est en train de faire, M. le Président, on adapte nos programmes aux particularités régionales, parce que chaque région du Québec possède ses richesses, ses talents et son potentiel à développer. Puis on y croit, nous, M. le Président, ici, c'est important. Puis notre rôle, comme gouvernement, c'est de créer des meilleures conditions possibles pour qu'elles puissent, bien entendu, se réaliser pleinement. Et c'est ce qu'on fait, M. le Président, depuis plus de sept ans. Je sais que ce n'est pas parfait, mais, en ce moment, M. le Président, ce qu'on me dit sur le terrain, c'est que ça répond, ça répond, nos programmes sont là, on a besoin que vous nous aidiez. Puis c'est ce qu'on fait, M. le Président. Puis on parlait tout à l'heure du réseau... du plan PME, puis je veux juste retourner un peu sur le... le... en fait, le Réseau accès PME. C'est... Vous savez, c'est important d'avoir renouvelé ce... ce programme, parce que la FQM, dès mon entrée en poste, la FQM, c'est ce qu'ils m'ont demandé. C'était leur priorité. Dans ma région, j'ai été interpellé par mon préfet aussi, qui m'a dit : M. Girard, M. le ministre, si vous avez quelque chose que vous pouvez faire en ce moment, c'est le Réseau accès PME, il est essentiel pour nous. Puis c'est ce qu'on a fait, M. le Président. On a écouté le milieu, M. le Président, en renouvelant le programme — avec mon collègue ministre des Finances — qui a été dans la mise à jour économique, M. le Président.

On a apporté des choses aussi à la mise à jour économique. C'est... Je le dis, c'est... ce n'est pas parfait, et c'est interministériel, mais on a amené des choses, justement, pour aider nos entreprises. Dans le contexte actuel, on va continuer de le faire, M. le Président. Il y a d'autres mesures aussi qu'on travaille en ce moment pour justement venir s'adapter aux réalités régionales dans les contextes actuels.

Alors, M. le Président, sur ce, je pense que je vais céder la parole à mes... à mes collègues, je... qui ont des choses à dire aussi. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Allaire) : Merci à vous. Effectivement, on enchaîne avec la députée de Labelle. La parole est à vous pour cinq minutes.

• (10 heures) •

Mme Jeannotte : ...bonjour, collègues des oppositions et de la banquette gouvernementale.

Vous savez, M. le Président, la semaine dernière, mon collègue le ministre des Finances a annoncé sa mise à jour économique, qui vise à protéger le pouvoir d'achat des Québécois et notre économie. C'est une annonce importante et responsable. Nous sommes un gouvernement qui est engagé pour soutenir nos régions, et les mesures annoncées en sont la preuve.

C'est important de parler du contexte. On a surmonté plusieurs épreuves et incertitudes dès notre arrivée au pouvoir, vous le savez. Un gouvernement, quand on arrive en poste, il faut toujours arriver avec un contexte. On a vécu une pandémie, ensuite, une pénurie de main-d'oeuvre, et puis là c'est la... les guerres tarifaires. Puis ma collègue oublie que quand on est dans un contexte de guerre tarifaire comme ça, les entreprises ne sont pas très enclines à investir parce qu'ils détestent l'incertitude. Donc, il faut les comprendre, puis un gouvernement doit s'adapter. Puis c'est ce dont mon collègue ministre vient de parler.

On a commencé notre gouverne avec un objectif précis. Ça, c'est de la vision : atteindre un niveau de richesse comparable à celui des... de nos partenaires commerciaux. Ce que nous avons accompli, M. le Président. Grâce à nos initiatives pour augmenter la productivité de nos marchés, le Québec a pu faire un rattrapage significatif par rapport à l'Ontario et le reste du Canada. Puis ça, c'est du leadership.

Notre niveau de vie a augmenté de 4,9 % versus des reculs de 0,3 % pour l'Ontario et de 0,9 % pour le reste du Canada. Donc, ça, c'est des résultats concrets. Le pouvoir d'achat des Québécois a crû de 9,2 %, alors qu'il n'a augmenté que seulement de 5,1 %, M. le Président, en Ontario et le reste du Canada. Si ce n'est pas grâce à nos actions, je me demande bien c'est quoi.

Mais notre ambition économique ne se limite pas à ça. Nous avons une vision pour augmenter notre autonomie. Encore là, c'est du leadership, c'est de la vision, vouloir augmenter notre autonomie. Nous ne pouvons pas dépendre que de nos partenaires, il faut qu'on soit capables de se prévaloir de nos propres ressources, entreprises et marchés pour s'adapter rapidement aux changements et bouleversements, souvent imprévisibles à l'échelle internationale. On le sait, on a affaire à un voisin du sud particulier.

Alors, pour y... pour soutenir tout ça, on a accéléré l'accélération de la productivité d'énergies renouvelables pour tendre vers la souveraineté énergétique, appuyer la décarbonation et soutenir la réalisation des projets économiques. Ça, là, moi, je n'ai jamais vu ça dans le passé, là, M. le Président. J'ai travaillé pendant plus de 15 ans en développement économique régional, et ça, là, c'est du nouveau, contrairement à ce que disent les oppositions.

La création d'un environnement d'affaires plus simple et efficace pour les entreprises, ça aussi, M. le Président, c'est une priorité. Puis on a été capables de s'ajuster. Pourquoi? Parce que les entreprises nous le disent : C'est trop lourd, il y a trop de bureaucratie, trop de réglementations. Puis on s'y attaque, M. le Président, en se dotant d'un État plus performant, en mettant en place une voie rapide pour les projets stratégiques.

Il y a des exemples partout, M. le Président : à Charlevoix, au Centre-du-Québec, dans l'Estrie, dans les Laurentides. Malheureusement, je n'ai pas assez de ce bloc de cinq minutes pour en parler. J'aurais tellement aimé ça, mais je n'ai pas le temps. Mais le soutien à la croissance et à la pénurie des entreprises québécoises, notamment par des mesures pour soutenir l'innovation... parce qu'on le sait à quel point l'innovation est importante et le repreneuriat, ça aussi, c'est tout à fait important, tout en favorisant la diversification des marchés et le développement des infrastructures stratégiques, on y est, M. le Président, solidement. Donc, le positionnement du Québec comme acteur clé dans la sécurité et la défense, ainsi que la filière des minéraux critiques et stratégiques, si ce n'est pas du nouveau, ça, M. le Président, je ne le sais pas, c'est quoi. Donc c'est essentiel pour la transition énergétique et technologique. Ça veut dire qu'on oublie... ça ne veut pas dire qu'on oublie d'autres secteurs, là. Ça veut dire qu'on priorise ceux-là. Hier, j'étais avec ma collègue ministre du Tourisme. On est très, très impliqués en tourisme. On est impliqués... On pourrait en nommer comme ça, le numérique, le métal, on pourrait toutes les nommer, mais on a... on pose un geste stratégique en priorisant la sécurité, la défense et les minéraux critiques et stratégiques.

À cette fin, mardi dernier, on a révélé notre intention d'investir 8,3 milliards de dollars sur cinq ans pour protéger le pouvoir d'achat des Québécois et Québécoises et notre économie, d'où 2,5 milliards qui seront dédiés à nos entreprises — ce n'est pas rien — notre main-d'oeuvre, nos régions et la recherche dans les domaines d'importance stratégique.

M. le Président, plus concrètement, dans le cadre de cette interpellation, ce sont 400,6 millions de dollars qui seront octroyés pour le développement économique des régions et ils seront distribués dans des secteurs comme l'agriculture, la forêt, les pêches. Et on en est très fiers.

C'est tout le temps dont je dispose, malheureusement, parce que j'aurais pu tout expliquer encore plus en détail comment, mais je vous remercie pour ce temps.

Le Président (M. Allaire) : Merci. Merci, Mme la députée de Labelle. On débute la deuxième série d'interventions. M. le député de Taschereau, la parole est à vous pour cinq minutes.

M. Grandmont : Oui. M. le Président, merci beaucoup. D'abord, je salue le ministre, nouvellement nommé au Développement économique régional. Je remercie aussi la députée de Jeanne-Mance—Viger pour son... la question d'interpellation, très pertinente.

C'est clair que le gouvernement a des failles, ne fait pas son travail en termes de développement économique régional. On a un gouvernement qui s'était présenté comme un gouvernement de l'économie et un gouvernement des régions. Or, ça a été une grande faillite, M. le Président, sur les deux tableaux. La stratégie du gouvernement a été d'abord d'aider les multinationales, hein, on... je vais en parler un peu. Il y a plusieurs... Le premier ministre parle tout le temps de moyenne au bâton. Ça a été une vraie catastrophe, la moyenne, très basse, puis, de l'autre côté, bien, on a abandonné, du côté gouvernemental, nos champions locaux, qui souffrent, oui, des perturbations économiques au sud de la frontière, mais qui souffrent aussi des changements dans lesquels nous nous inscrivons actuellement, notamment au regard des changements climatiques. Je vais en nommer quelques-uns, je parle de la moyenne au bâton du premier ministre, là, il se rappelle... il nous rappelle souvent ça.

Des articles, il y en a plusieurs, j'ai choisi celui du *Journal de Québec* paru récemment, là, le 19 novembre dernier. Plusieurs entreprises ont été subventionnées, ont fait l'objet des largesses financières budgétaires du gouvernement, notamment dans la filière batterie, cinq annonces ont été faites. On se souvient notamment de Northvolt, où on ne sait pas, toujours pas si 240 millions sur les 270 vont pouvoir être récupérés. On parle aussi, là, du projet de Lion Électrique. En fait, on a perdu environ 200 millions de dollars qui a été investi dans Lion Électrique. Puis, les projets Ford et GM ont tous deux du plomb dans l'aile. Le projet Airbus, bon, en 2020, une grosse décision, quand même, du gouvernement, il a dû radier un investissement de 1,3 milliard qui a été fait en 2016 par le précédent gouvernement, mais, quand même, on a décidé de réinvestir là-dedans, du côté du gouvernement de la CAQ, et actuellement c'est plus de 3 500 personnes qui travaillent pour Airbus à Mirabel. Puis, évidemment, on est bien contents qu'ils travaillent pour Airbus à Mirabel, mais voyez le coût que ça occasionne pour l'ensemble des Québécoises et des Québécois : chaque emploi coûte 500 000 \$ à l'État québécois. On pourrait parler de Recyclage Carbone Varennes, on pourrait parler de Sonder, de AppDirect, Agropur, Kraft Nordic, Kruger, des investissements dans lesquels, finalement, le gouvernement met beaucoup d'argent, mais il y a peu de retombées.

Pendant ce temps-là, bien, l'industrie forestière a bien de la misère, M. le Président. Il n'y a pas longtemps, Marc-André Despins, qui est directeur général de la Coopérative forestière du Haut-St-Maurice, disait : Comment on peut dire ça sur le coin d'une table, que 50 % des emplois vont disparaître au profit de jobs éphémères dans le domaine de l'énergie? M. le Président, ça n'a pas de bon sens de jouer comme ça avec les jobs des gens.

Même chose du côté des acériculteurs. On leur avait fait miroiter des investissements... en fait, des... l'accès à des terres, des terres de la couronne. On leur avait promis l'octroi de 500 000... de 50 000 hectares, répartis dans toutes les régions de la province, pour les 20 prochaines années, c'était l'équivalent, à peu près, là, de la taille de l'île de Montréal, qui s'ajoutaient aux 45 300 déjà sous permis en forêt publique. Bien, tout ça, ça a été coupé, M. le Président. Pour vrai, c'est difficile de suivre la CAQ là-dessus.

Ce qu'on comprend, par contre, c'est que, pour marquer... masquer ses échecs économiques, et particulièrement en région, le gouvernement, lui, préfère partir des guerres contre d'autres secteurs ou d'autres acteurs de la société, par exemple, contre les syndicats, le projet de loi n° 3, notamment. On n'a pas de problème aussi à taper sur la tête des personnes issues de l'immigration. On s'invente des menaces, comme l'islamisme radical. On se souviendra encore, là, du discours inaugural du premier ministre.

On recule sur les ambitions climatiques du Québec. Moi, je suis actuellement sur les consultations sur les cibles de GES, avec le ministre de l'Environnement, puis c'est très, très clair, dans la... dans la tête de bien, bien tout le monde, là, qu'on devrait repousser... que le ministre va vouloir repousser les cibles à 2035, plutôt que 2030. Ce qu'il faudrait faire, en fait, c'est s'assurer de faire profiter de notre inventivité, de notre énergie propre, de notre résilience à l'ensemble des Québécoises et des Québécois. On devrait, notamment, garder les cibles à 2030, s'assurer de travailler à une transition juste, assurer qu'aucune job ne se perde, s'assurer que les travailleurs et les travailleuses qui sont dans des secteurs à risque, à cause des changements climatiques, puissent se réorienter vers des bons secteurs d'avenir.

Puis il faudrait aussi travailler à développer notre filet social. Regardez ce qui se passe actuellement, le nombre de personnes qui sont dans les banques alimentaires. Notre filet social est inadéquat actuellement. Il faudrait s'assurer que, dans cette transition juste là, personne n'ait à souffrir du manque de compétence de la CAQ sur les enjeux économiques.

• (10 h 10) •

Le Président (M. Allaire) : Merci, M. le député de Taschereau. On poursuit avec M. le ministre. Cinq minutes. La parole est à vous.

M. Girard (Lac-Saint-Jean) : Merci, M. le Président. J'aimerais vous parler un peu d'économie sociale. Je pense que c'est un secteur d'activité économique extrêmement important au Québec, et c'est un modèle unique au Québec, parce qu'on est des leaders mondiaux en économie sociale, entre autres, avec nos coopératives. Juste un peu vous donner quelques chiffres. On parle de plus de 11 000 entreprises d'économie sociale. C'est 54 milliards de revenus, 248 000 personnes salariées, et on parle de 11,5 millions de membres. On a lancé le programme d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025, M. le Président. En fait, on parle d'investissements totaux de 531 millions de dollars en économie sociale, ce qui a généré près de 3 200 activités d'accompagnement et de financement d'entreprises réalisées, et c'est des retombées économiques qui ont été évaluées à 219 millions de dollars pour une création ou un maintien, en fait, de beaucoup d'emplois partout au Québec.

On sait que c'est des... beaucoup d'entreprises d'économie sociale se retrouvent dans les régions du Québec. C'est des entreprises qui ont un rôle, en fait, d'ancrage, de mobilisation des acteurs. À titre d'exemple, moi, j'en ai une dans ma région, qui est les entreprises Coderr, que le gouvernement du Québec a soutenues de façon considérable depuis plusieurs années, et ils ont fait un nouveau projet, qui était du logement abordable et social. On a été présents, M. le Président, et, encore plus, cela s'est fait en collaboration aussi avec d'autres ministères pour régulariser des situations. Donc, c'est un... un bel exemple, là, de démonstration d'un gouvernement qui est connecté aux réalités du terrain, parce qu'on croit à ces entreprises d'économie sociale. On en a partout au Québec. C'est des entreprises qui oeuvrent dans des... différents secteurs d'activité économique, agricole, au niveau du logement, au niveau environnemental, au niveau de la santé.

Et juste un peu vous... pour vous dire, au niveau, là, du renouvellement des travaux du PAGES 2025-2030, en fait, ces travaux-là ont donné lieu à quatre ateliers de travail avec les partenaires de l'économie sociale. C'est le ministère qui fait ça, en collaboration avec les gens du Chantier de l'économie sociale. En fait, on a tenu trois groupes de discussion, une consultation publique, il y a eu des consultations interministérielles qui ont été réalisées, et les informations préliminaires ainsi que les orientations qui ont guidé, bien entendu, l'élaboration du nouveau PAGES 2025-2030, qui ont été présentées par le ministre délégué à la Table des partenaires en économie sociale en janvier 2025, et savez-vous, M. le Président, qu'ils ont reçu un accueil favorable du milieu en économie sociale? Donc, juste vous dire, le nouveau Plan d'action gouvernemental en économie sociale a été lancé, le 11 juillet dernier, en présence des partenaires. On prévoit des interventions financières, M. le Président, de l'ordre de tout près de 142 millions. On sait que l'ancien plan, lui, prévoyait des interventions de 136. Donc, on a préconisé une approche pragmatique et stratégique, puis on s'appuie sur les principes suivants, ça, c'est vraiment important, M. le Président, c'est de centrer les interventions sur les entreprises d'économie sociale, leurs besoins, leur croissance afin de faciliter leur essor et renforcer leur réponse aux besoins des communautés, des communautés locales. On vient aussi optimiser les structures d'accompagnement. On vient aussi améliorer les outils financiers existants en consolidant l'offre de service des partenaires et en améliorant la complémentarité des services sur l'ensemble du territoire, M. le Président. On s'assure aussi d'un cadre gouvernemental qui est favorable au développement des entreprises

d'économie sociale en travaillant de concert avec les ministères et les organismes pour accroître leur compréhension et la prise en compte, entre autres, de ce modèle d'affaires dans les interventions gouvernementales.

Donc, M. le Président, on renforce l'action en économie sociale puis on le fait avec le milieu. Ce n'est pas nous, mais c'est le milieu qui nous donne ces besoins.

Le Président (M. Allaire) : Merci. Merci, M. le ministre. On poursuit avec le député de Gaspé, cinq minutes. La parole est à vous.

M. Sainte-Croix : Merci, M. le Président. Salutations à M. le ministre, ses équipes, collègues du gouvernement, collègues des oppositions.

Très heureux, M. le ministre, d'être ici, en cette Chambre, pour parler de développement économique régional. À titre de député, moi, de la région de la Gaspésie, comté de Gaspé, vous comprendrez que c'est un sujet qui me tient à coeur. C'est un sujet aussi qui touche l'essentiel des régions du Québec. Donc, on est très heureux de la nomination de notre ministre, qui voit très spécifiquement au développement régional dans chacune des régions du Québec. Il est présentement en tournée, il nous visite, il vient rencontrer nos entreprises. On échange de nos enjeux et, honnêtement, c'est très agréable, et puis c'est rassurant de voir quelqu'un qui a une compréhension régionale de l'économie du Québec, qui est aussi lui-même, avec son bagage d'entrepreneur, très au fait des réalités de nos milieux. Donc, c'est rassurant, et puis, bien évidemment, comme député, bien, on est très à l'écoute de nos milieux et puis on se fait un devoir, là, de transmettre le plus fidèlement possible nos réalités au cabinet de notre ministre.

Vous dire que notre gouvernement, M. le Président, est un gouvernement qui se qualifie de gouvernement des régions, gouvernement de l'économie, et force est de constater qu'à travers les sept dernières années, les résultats parlent par eux-mêmes. Un gouvernement qui est sensible aux réalités des visages de nos régions et, concrètement, ce que ça veut dire, bien, les régions du Québec sont comprises, écoutées, entendues, et il y a des actions qui sont déterminantes dans chacune des régions du Québec. Malgré ce que peuvent dire nos collègues des oppositions, les régions du Québec sont touchées, là, de façon assez importante au niveau des investissements qui sont consacrés pour le développement économique de notre province.

Je prends le cas de l'Abitibi et son secteur minier, un secteur foisonnant, prometteur d'avenir dans le contexte des investissements qui se font nommément au niveau des minéraux critiques. Tout le monde a entendu parler, là, dans les derniers... dernières semaines, derniers mois, dernières années même, de l'engouement pour les minéraux critiques et stratégiques. Ce sera le nerf de la guerre dans l'électrification des transports et plus largement dans la transition climatique du point de vue global. En septembre dernier, le premier ministre et ministre responsable de la Région s'est déplacé en Abitibi pour annoncer l'octroi d'un bloc de 25 mégawatts d'énergie nécessaire pour développer la future mine Odysée.

En investissant dans ce domaine, M. le Président, on vient à la fois créer des emplois payants en région et également positionner le Québec comme un leader dans cette grande industrie. En d'autres mots, on fait d'une pierre deux coups.

Le ministre délégué au Développement régional était récemment de passage en Gaspésie pour annoncer un soutien au Groupe AEM Canada afin qu'il puisse augmenter la production d'alumine de haute pureté à son usine située à Cap-Chat. C'est un support de 7 millions, M. le Président, 7 millions, conjugué avec l'octroi de 10 mégawatts qui permettra à l'entreprise de doubler sa capacité de production et de créer plus de 50 emplois bien rémunérés en région. Il convient de rappeler que, selon une étude récente, il est estimé que le marché de l'alumine de haute pureté devrait connaître un taux de croissance annuel de 18 % d'ici 2028. On parle d'investissements structurants, vous en avez une belle preuve. Ça, c'est de la vision, M. le Président. Investir dans les secteurs qui créeront de la richesse dans 10, 20, 30 ans, c'est ce qu'on s'est donné comme objectif.

La vision, c'est aussi de supporter les Québécois là où ils s'épanouissent. Cet aspect-là est crucial dans un contexte de l'imposition des tarifs par notre voisin au sud. Je pense ici aux multiples industries québécoises qui sont durement touchées et surtout aux travailleurs québécois qui en souffrent. Notre gouvernement est sensible à leur réalité et c'est pourquoi, dans le cadre du point sur la situation économique et financière du Québec, nous avons annoncé un appui financier supplémentaire aux secteurs de l'agriculture et des pêcheries. Également, notre gouvernement va investir 65 millions de dollars pour prolonger le crédit d'impôt pour la Gaspésie et certaines régions maritimes du Québec. Je dis bien «investir ici», parce que, lorsque les régions du Québec ont du succès, c'est tout le Québec qui en profite. Je pourrais continuer encore longtemps, M. le Président...

• (10 h 20) •

Le Président (M. Allaire) : Merci, merci. Effectivement, c'est moi qui vous arrête. Merci, M. le député de Gaspé. Alors, je me retourne vers vous. Mme la députée de Jeanne-Mance—Viger, troisième série d'interventions, vous avez cinq minutes, la parole est à vous.

Mme Rotiroti : Merci, M. le Président. Juste pour corriger... de clarifier quelque chose pour mon collègue de Gaspésie, là, il se pète les bretelles pour l'annonce que vous avez faite pour avoir donné 25 mégawatts, là, d'électricité, ça, c'est pendant que vous avez privé l'ensemble des PME à travers le Québec pendant sept ans, parce que vous avez mis toutes vos billes d'électricité dans Northvolt qui a fait échec. Alors, moi, je ne me péterais pas trop les bretelles là-dessus.

Ceci dit, il y a quelque chose que le ministre a dit dans son intervention en disant qu'il y a des belles choses qui se font en région, et j'avoue que je suis d'accord avec lui. Pourquoi qu'il y a des belles choses qui se font en région? Parce que c'est grâce à les hommes et des femmes qui se lèvent à tous les matins, qui mettent la main à la pâte et qui

travaillent extrêmement fort malgré tous les obstacles, tous les obstacles que ce gouvernement-là met pour eux. Malgré tout ça, eux, ils ont leur région à coeur, eux, ils se battent à tous les jours, tous les jours pour garder leurs travailleurs au travail et de s'assurer qu'ils contribuent à l'essor économique de leur région. Ça, là, je suis tout à fait d'accord avec vous, M. le ministre. Ça, là, il faut féliciter ces hommes et ces femmes-là qui se tiennent debout pour leur région malgré le... le soutien qu'ils ne reçoivent pas de ce gouvernement.

Je vais juste rapidement revenir, parce que le ministre a mentionné plusieurs aspects de le plan PME, puis on ira sur la... tout ce qui est bureaucratie par la suite. Alors, ça va laisser le temps de le ministre de trouver ses fiches sur la papperasse. Juste vous dire, là, dans les programmes qui étaient dans le plan PME, il y avait cinq organismes qui étaient financés, on parle de l'Espace-Inc, La Ruche, OS'Entreprendre, programme Persévérance du Think Tank en entrepreneuriat et le Réseau Mentorat, cinq organisations qui étaient extrêmement appréciées par nos PME, surtout en région. Mais devinez quoi? Deux d'entre elles sont déjà fermées, dont Espace-Inc qui annonce en juillet qu'il ferme ses portes à cause d'une coupure, tenez-vous bien, M. le Président, 75 % de son financement qui a été coupé. Qu'est-ce qu'il faisait, cet organisme-là? On laisse 170 entrepreneurs sans accompagnement. C'est ça. C'est ça le soutien que le gouvernement donne. Réseau Mentorat, le ministre en a parlé dans son intervention, Réseau Mentorat. Bien, figurez-vous, M. le Président, là, juste vous donnez un petit peu... c'est 14 000 entrepreneurs, OK? On accompagne 3 600 en mentorat, c'est 67 organismes. Qu'est-ce qu'ils ont fait, le gouvernement, M. le Président? Devinez. Ils ont coupé. Ils ont coupé 4,5 millions de dollars sur un autre programme qui travaillait extrêmement bien.

Parlons des CCTT. Il devrait connaître ça, M. le ministre, vous en avez un dans votre région. C'est 59 centres, ça représente 155 millions de chiffre d'affaires, 13 000 projets menés par 2 400 experts pour 5 600 entreprises. Gouvernement, voulez-vous savoir comment vous les aidez, les CCTT? Vous avez coupé 20 % de leur financement public, 20 % du financement. Ça, là, ça s'appelle accompagner nos entreprises, n'est-ce pas, M. le Président?

Alors, écoutez, quand le... je comprends que les députés du gouvernement veulent... puis ils ont des textes devant eux puis ils doivent lire, mais, sincèrement, je m'attendais un petit peu plus des collègues de régions. Le ministre dit qu'il est en tournée présentement. Très bien. Alors, ils doivent entendre les mêmes choses qu'on entend. S'il rencontre des entrepreneurs, s'il rencontre ses partenaires principales, les PME, les MRC, comme ancien maire, j'imagine qu'il va voir ses anciens collègues, je ne peux pas croire qu'il n'entend pas la même chose qu'on entend. C'est partout, partout pareil. Si une chose qui fait l'unanimité partout à travers les régions, c'est que gouvernement-là est totalement déconnecté. Vous ne pouvez sincèrement être devant moi aujourd'hui, puis avec tous les gens qui vous écoutent, puis dire que vous écoutez vos... les régions. C'est impossible, M. le Président.

Alors, le temps file. Cinq minutes, ce n'est pas beaucoup. Je vais revenir sur tout qu'est-ce qui est bureaucratie. J'ose espérer que le ministre devant moi a parlé à son collègue qui a été très fier de dire qu'il va continuer dans la continuité de l'ancien ministre aux PME, c'est-à-dire déposer un cinquième projet de loi pour alléger la papperasse. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Allaire) : Merci à vous. M. le ministre, je vous cède la parole pour cinq minutes.

M. Girard (Lac-Saint-Jean) : Merci, M. le Président. Écoutez, on peut parler de différents sujets ici, mais moi, ce qui est important aussi, c'est d'amener ce que les gens me parlent sur le terrain aussi, puis qui est positif. Les... nos entrepreneurs, nos agents de développement local, nos gens sont des personnes dévouées. On l'a dit, on les rencontre, les gens sont motivés, les gens sont résilients, aussi, malgré le contexte. Ils ont des solutions, les gens. Puis justement, on est là pour les soutenir. Puis moi, là, mon but, c'est de les aider.

On va revenir tout à l'heure sur l'allègement réglementaire, oui, j'ai bien hâte, mais je veux aussi vous mentionner d'autres choses qui sont des organisations qui aident justement le développement économique régional, nos petites PME, à se diversifier, à aller sur les marchés aussi, entre autres dans des régions, dans des régions comme chez nous. Puis tout à l'heure, j'entendais mes collègues, oui, en Gaspésie, durant les tournées. Je suis allé aux Îles-de-la-Madeleine aussi, vraiment des gens dynamiques, avec des enjeux particuliers. Tout à fait. Mais on a ramené des choses. Il y a des affaires qui se font en ce moment, puis en Gaspésie, au Centre-du-Québec... je suis allé en Abitibi-Témiscamingue rencontrer plusieurs entreprises, plusieurs personnes, plusieurs acteurs du développement local. Puis je reviens un peu avec la Gaspésie, des gens qui sont dynamiques, qui sont fiers de leur région, oui, qui ont des enjeux, qu'on a des discussions avec mon collègue à ce niveau-là, qui est bien au fait aussi de ces dossiers, de ces enjeux.

Vous avez vu aussi en ce moment, là, trois ou quatre régions qui se sont entendues au niveau, là, du plan fédéral, au niveau... pas du plan fédéral, oui, avec la construction d'un navire, tout ça, Gaspésie, Saguenay—Lac-Saint-Jean, Lévis. Ça, c'est des choses que les régions, avec ce qui est amené des gouvernements, se mettent ensemble, puis ça donne une force.

Mais je veux revenir aussi... je veux revenir sur les créneaux d'excellence du Québec, M. le Président, parce que c'est important. On est ici aussi pour parler des choses, des choses qui sont adaptées pour notre milieu, qui viennent en aide aussi à notre milieu. Les créneaux d'excellence, qui sont issus d'une démarche stratégique de développement économique, M. le Président, régionale, puis ça a été lancé, ça, par une décision du Conseil des ministres du gouvernement du Québec en avril 2002, on a poursuivi ça, M. le Président. Les créneaux d'excellence sont importants. Moi, j'y crois pour... justement, ils viennent s'appuyer sur des forces régionales, sur la mobilisation, sur le dynamisme des gens d'affaires en région. Ça vient favoriser des alliances, M. le Président, des partenariats, les réseaux et le maillage entre les entreprises, les organismes de développement économique, les centres de recherche et les institutions d'enseignement aussi, M. le Président, qui sont aussi des vecteurs d'économie régionale, nos centres.

Puis je fais une parenthèse. J'étais à l'université, hier, l'université... à l'UQAC. C'est majeur, les retombées économiques. Ils travaillent autour d'une vision commune de développement sectoriel. Puis il y a eu une modernisation, aussi, de la démarche ACCORD, qu'on a réalisée, M. le Président, en 2024. Ces travaux, là, ça a permis, entre autres, de conserver, M. le Président, nos créneaux les plus performants et d'ajuster leur financement en fonction de leur niveau de maturité. On parle soit en démarrage, en croissance ou établis, M. le Président. On a 24 créneaux d'excellence qui sont répartis dans 14 régions et dans 12 secteurs d'activité économique stratégiques pour le Québec, M. le Président. Ces créneaux-là viennent, bien entendu, favoriser le développement économique. Moi, dans ma région, j'en ai trois. J'en ai un, entre autres, qui est un créneau d'excellence au niveau agricole. Dernièrement, ils ont fait une journée, une thématique, du réseautage, du maillage, et c'est là qu'on voit à quel point ils ont de l'importance, qu'ils viennent aider nos entreprises à se diversifier, à aller sur les marchés, à faire du partenariat. Ils soutiennent aussi des petites PME en région, dans des milieux... c'est très local. Quand on parle de mise en marché des produits agricoles, quand on parle d'atteindre de la clientèle, de favoriser... de faire du développement, parfois ils n'ont pas les ressources, ils n'ont pas tout le personnel. Donc, ces organisations-là viennent les aider, justement, à réaliser leurs projets, à faire du développement, puis à atteindre des marchés, puis à se faire connaître, M. le Président.

• (10 h 30) •

Le Président (M. Allaire) : Merci, M. le ministre. On poursuit avec la députée d'Argenteuil. Je vous cède la parole pour cinq minutes.

Mme Grondin : Merci, M. le Président. Donc, mes salutations à vous, au ministre, à mes collègues députés du gouvernement et à mes collègues de l'opposition.

M. le Président, il y a une perception que le gouvernement investit seulement dans les grandes entreprises, notamment étrangères, ou, comme la députée de Jeanne-Mance—Viger dit, qu'on préfère les gros deals. Mais, cette perception, je pense qu'elle est propagée probablement par les oppositions et dans les médias, ou vice et versa, comme le disait d'ailleurs le député de Taschereau. Mais, M. le Président, je vais détricoter cette croyance, qui est, à mes yeux, un peu crétule.

Il suffit de vivre en région pour comprendre que les économies sont structurées autour d'entreprises qui prennent des risques, qui innovent, qui stimulent le développement économique et la vitalité de nos communautés. On investit, M. le Président, plus de 90 % dans nos PME, et, en cinq minutes, je vais vous donner des exemples concrets où nous avons posé des gestes pour soutenir certains projets portés par nos PME dans nos régions.

Allons d'abord en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine. Mon collègue de Gaspé peut certainement témoigner que... de l'importance de l'industrie de la pêche pour les Gaspésiens et les Madelinots. C'est pourquoi on a octroyé un prêt de 3 millions à la Coopérative des Pêcheurs du Cap Dauphin pour soutenir un projet d'expansion de plus de 8 millions. C'est un support vital, je pense que mon collègue va en convenir mais l'ensemble de mes collègues aussi, c'est un support vital pour une industrie clé qui profite à tous les Québécois. C'est aussi une façon, évidemment, de protéger nos traditions culinaires et de mettre en valeur notre terroir.

Mais, au-delà du homard, le Québec jouit aussi d'une industrie brassicole qui est extrêmement dynamique. M. le Président, on parle ici de retombées économiques annuelles qui dépassent les 3 milliards de dollars. Donc, l'industrie de la bière est très porteuse pour nos régions. Elle participe activement à l'achat local, en plus de contribuer à faire rayonner notre industrie agrotouristique. Tout récemment, le ministre délégué à l'Économie a annoncé un prêt de 2,4 millions pour le développement de la Microbrasserie Le Prospecteur, à Val-d'Or. Il soulignait d'ailleurs que c'est avec des projets comme celui du Prospecteur que les microbrasseries québécoises vont continuer d'assurer leur croissance. Ça reflète bien nos ambitions quant à la valorisation des bières brassées ici, au Québec.

Mais, dans nos régions, M. le Président, on ne produit pas juste des produits alimentaires. Je vous donne des exemples, comme dans Lanaudière, où on investit conjointement, avec le gouvernement fédéral, dans l'entreprise familiale Mélymax, qui est une PME, fondée en 1997, qui fabrique des portes d'acier haut de gamme. Ces aides financières vont aider l'entreprise à doubler ses capacités de production. Je pense aussi à Galveco, dans Charlevoix, où on soutient la construction et l'exploitation d'une usine écoresponsable de galvanisation à chaud à Saint-Urbain. Ça va nous permettre aussi de poursuivre notre engagement pour créer une économie verte, parce que cette création d'usine va aussi permettre de réduire 19 000 tonnes équivalant de CO₂ par année. C'est quand même une... la création de 100 emplois de qualité dans cette belle région qui est surtout récréotouristique. Donc dans chaque région, on a des besoins différents, on est bien implantés dans chacune d'elles. Mes collègues, je peux vous l'assurer, M. le Président, ils comprennent bien la réalité sur le terrain.

Je voudrais aussi dire qu'on investit également pour soutenir nos entreprises dans l'exportation. Et, en somme... Il me reste peu de temps. J'aurais voulu poursuivre sur toute cette question-là de notre réseau de délégations dans les différents États. Mais, en somme, on est un gouvernement nationaliste. On... on aide les PME, les entreprises québécoises, mais on ne va pas non plus perdre de vue les opportunités que l'international peut nous fournir. Donc, je vous remercie, M. le Président.

Le Président (M. Allaire) : Merci à vous, Mme la députée d'Argenteuil. Alors, on poursuit avec la quatrième série d'interventions. Mme la députée de Terrebonne, la parole est à vous pour cinq minutes.

Mme Gentilcore : Merci, M. le Président. Donc, seulement cinq minutes, je vais aller droit au but. J'aimerais commencer par parler des forêts, hein, on le sait, le gouvernement de la CAQ a abandonné, l'été dernier, sa réforme du régime forestier. Moi, ma première question pour le ministre, ce serait de savoir comment il s'est senti, le

10 novembre dernier, quand il était au centre-ville de Montréal, à côté du premier ministre, et qu'on a appris la perte de 30 000 emplois pour le secteur forestier. Hein, on le sait, M. le ministre est dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean, la forêt, il y en a mur à mur dans sa région. Et là on se retrouve à faire une annonce comme celle-là, à des milliers de kilomètres, à des centaines de kilomètres, milliers de kilomètres des régions qui sont touchées au centre-ville de Montréal. Donc, moi je serais curieuse de savoir comment il s'est senti puis surtout comment sa région a réagi à ça. Nous, on a eu des échos évidemment des différentes régions, notamment de la sienne, et les gens ont très mal réagi, trouvaient que ça manquait de sensibilité. Donc, ça, ce serait ma première question.

Ensuite de ça, parlant de sensibilité, on a appris aussi, dans les journaux, là, il y a quelques semaines, que Yanick Baillargeon, qui est le préfet de la MRC du Domaine-du-Roy, justement, dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean, mais qui est aussi le président de l'Alliance Forêt boréale, bien, il nous disait qu'il n'avait pas encore pu rencontrer M. le ministre, hein, que M. le ministre n'avait pas trouvé de temps dans son agenda pour le rencontrer, alors que c'est un interlocuteur tellement important dans l'industrie forestière. Donc là, je serais curieuse de savoir : Est-ce que cette rencontre-là a pu avoir lieu? Est-ce qu'ils ont finalement pu se parler? Et, si tel est le cas, je serais curieuse de savoir ce que M. Baillargeon a pensé, là, des mesures d'aide qui ont été soumises par le gouvernement de la CAQ lors de la mise à jour économique récente, là, c'est-à-dire de donner congé de taxe pour les masses salariales dans l'industrie de la forêt. On s'entend que, quand on est dans une industrie où on n'est certainement pas en train d'employer qui que ce soit, ou carrément les entreprises sont à l'arrêt, un congé taxe sur la masse salariale, ce n'est pas ce à quoi on s'attendait dans cette industrie-là. On a eu de nombreux retours là-dessus également. Donc, M. le ministre, là, qui habite, somme toute, à une heure de chez M. Baillargeon, très curieuse de savoir si cette rencontre-là a eu lieu et ce qu'il a pensé des récentes annonces.

Autre sujet que j'aimerais aborder, qui est un sujet qui me touche particulièrement, celui des zones d'innovation. J'étais à la tête de Numana, qui est un organisme en technologies émergentes, donc, la grappe des technologies émergentes du Québec. Et, à l'époque, on avait un projet extrêmement porteur avec la zone d'innovation en quantique qui se trouve à Sherbrooke. C'est une zone d'innovation qui connaissait beaucoup de succès, qui connaît encore beaucoup de succès, donc, vraiment une alliance entre les parties publiques, les entreprises privées, tant les PME que les grandes entreprises, et évidemment le réseau universitaire, donc, la recherche et le développement. Puis, on le voit, ça a créé des emplois, ça fait en sorte qu'on est... que le Québec est un chef de file, vraiment un leader en... en matière de quantique. Mais là il y a plusieurs zones d'innovation qui attendent des nouvelles, là, du ministre puis qui nous disent qu'ils s'attendent à ce qu'il se passe quelque chose par rapport à leurs zones d'innovation, dont celles d'innovation minière à Rouyn-Noranda notamment, la zone d'innovation bleue dans le Bas-Saint-Laurent et le centre d'innovation en aluminium à Chicoutimi. On a eu l'occasion d'aller à Chicoutimi à plusieurs reprises, là, Chicoutimi, encore une fois, la région du ministre, dernièrement, puis on attend des nouvelles à ce niveau-là. Leur plan est prêt. J'ai rencontré tous les intervenants de ce projet-là, puis le projet ne se passe pas, il n'y a rien qui se passe finalement. Donc, on le sait, là, ces zones-là sont importantes, ce sont des leviers économiques importants, ça permet de former de la main-d'oeuvre, ça... c'est au coeur de la vitalité économique, là, quand je pense entre autres à celle en quantique à Sherbrooke, c'est un véritable village qui est en train de se créer autour de cette zone-là. Donc, curieuse de savoir ce qu'il en sera de ces zones d'innovation là et des promesses qui ont été faites par la CAQ par rapport à ça.

Puis, dernière petite chose dont j'aimerais parler, M. le Président, c'est évidemment tout ce qui se passe en Abitibi-Témiscamingue. Là, je parlais justement de la Zone d'innovation minière à Rouyn-Noranda. On le sait, il y a des attentes de tout le secteur minier en Abitibi-Témiscamingue. Pendant trois ans, on n'a pas une ministre déléguée à la région. Là, vu le retard qu'on a pris, on a nommé le premier ministre comme ministre responsable de la région. Donc, moi, j'aimerais savoir c'est quoi, là, le plan du ministre pour le développement de l'industrie minière, notamment en Abitibi-Témiscamingue. Ces gens-là attendent des réponses. Il reste 10 mois pour agir. Puis je serais bien curieuse de connaître le plan du ministre.

• (10 h 40) •

Le Président (M. Allaire) : Merci, Mme la députée de Terrebonne. Donc, on enchaîne avec vous, M. le ministre, pour cinq minutes. La parole est à vous.

M. Girard (Lac-Saint-Jean) : Merci, M. le Président. Bien, tout d'abord, M. Baillargeon a mon numéro de téléphone et on a eu des discussions ensemble, puis c'est toujours un plaisir d'avoir des discussions avec M. Baillargeon, entre autres, avec tous les préfets de ma région, effectivement. Donc, on est en mesure de se rejoindre à n'importe quel moment. J'ai son numéro et il a mon numéro de téléphone.

Je veux revenir un peu sur le réseau... bien, en fait, sur le plan PME, j'ai parlé du Réseau accès PME, mais, vous savez, du temps que j'étais entrepreneur, ce n'était pas aussi accessible que ça l'est maintenant, parce que le plan PME vient intégrer, en fait, tout l'écosystème, ce que nous n'avions pas avant. Donc, on a... En fait, je veux quand même prendre le temps de les passer, parce que j'ai parlé beaucoup du Réseau accès PME, en fait, qui est la mesure 1 du plan PME et qui était, en... une priorité, comme je l'ai dit, de la part des MRC, qu'on a annoncé lors du congrès de la FQM, en octobre, novembre et qu'on a prolongé. Donc, j'en ai parlé, on sait l'importance du Réseau accès PME, mais il y a aussi d'autres choses dans les mesures, dans les sept mesures. On a aussi l'espace PME innovation. Puis, lorsque j'ai été nommé ministre, ça ne fait quand même pas longtemps, j'ai regardé ça puis j'ai été agréablement surpris de voir qu'il y avait quand même beaucoup de choses, entre autres, dans cette mesure, Espaces PME innovation, qui est un soutien aux PME en favorisant les projets innovants, de la concertation des acteurs de l'écosystème régional d'innovation afin d'assurer des services qui répondent, bien entendu, aux besoins de nos entrepreneurs. On parle d'implantation d'une culture d'innovation dans les régions. C'est important, l'innovation, de plus en plus, on en parle de plus en plus, parce qu'il faut innover, justement, dans nos régions.

Il y a aussi toute la question du financement. Bien entendu, c'est important d'avoir accès au financement aussi dans nos projets d'entreprises. Ça prend des conditions qui sont flexibles, M. le Président, qui sont adaptés aux besoins des entreprises. Il faut accroître la productivité, il faut renforcer la position, il faut optimiser la croissance de nos PME. Puis, entre autres, on a aussi des leviers de financement, hein, j'en ai parlé tout à l'heure. On a le programme d'Investissement Québec, dont le programme Essor. On a les fonds locaux d'investissement, les FLI, qui sont sous la responsabilité des MRC. On a aussi des fonds qui sont spécialisés, qui sont aussi sous la responsabilité d'organismes partenaires, qu'on mentionnait tout à l'heure. On a Investissement Québec, qui sont présents dans le plan PME. On a aussi d'autres organisations.

Vous savez, les FLI, là, on n'en parle pas souvent, mais je veux quand même faire une petite parenthèse là-dessus. Tu sais, on parle de financement, là, sous forme de contribution remboursable jusqu'à 150 000 \$, là. Tu sais, ce n'est pas... c'est quand même important, c'est important dans nos petits milieux. C'est important dans les régions pour nos PME. Donc... Puis justement, à ce niveau-là, c'est un dossier, là, qui me touche particulièrement.

On a aussi des objectifs, M. le Président, pour la relève d'entreprises. De plus en plus, on le sait, on a besoin aussi de repreneuriat de plus en plus. Donc, on a même un... on paie même jusqu'à un montant maximum de 5 000 \$ pour des honoraires professionnels. C'est important, c'est des montants qui viennent vraiment en aide à des PME de deux, trois, quatre, cinq employés. C'est des montants qui sont extrêmement importants. On s'en fait parler aussi.

On a aussi MicroEntreprendre qui... une organisation qui... qui offre ses services. En fait, c'est des organismes membres, on parle d'accompagnement, de soutien à la rédaction du plan d'affaires, des ateliers collectifs pour renforcer les compétences, même aussi du financement par prêts qui peuvent aller jusqu'à 20 000 \$.

Une mesure qui est extrêmement importante, Evol, M. le Président. On sait, c'est Femmessor. Justement, on a assisté à l'assemblée générale, puis elles sont très contentes, très fières de travailler en collaboration avec le ministère à la poursuite, justement, du développement, là, des femmes en affaires. C'est... On en a de plus en plus, on y croit, donc on les soutient. Il faut être présents avec eux à ce niveau-là. Puis le programme Evol est quand même un programme extrêmement important.

Puis il y aurait... je pourrais vous en nommer d'autres, M. le Président, l'École des entrepreneurs du Québec, donc...

Le Président (M. Allaire) : Merci, merci, M. le ministre. Ça met fin à votre bloc à vous. Donc, M. le député de Gaspé, on poursuit. Cinq minutes. La parole est à vous.

M. Sainte-Croix : M. le Président, je vous ai laissé, lors de mon premier bloc, en vous parlant d'un investissement de 65 millions associé au crédit d'impôt pour la Gaspésie et autres régions maritimes du Québec. Je pourrais aussi vous parler du maritime en général, bien placé comme député pour vous en parler. Quand on parle de maritime, on parle, là, dans les... dans les derniers mois au niveau des investissements de notre gouvernement, de 145 millions de dollars dans le capital du Groupe Océan. C'est qui, ça, Océan? C'est un leader en conception et fabrication de navires. C'est une entreprise qui détient des chantiers maritimes ici, à Québec, bien évidemment, de l'autre côté du fleuve, à L'Isle-aux-Coudres, et aux Méchins. On parle de 1 000 employés au Québec, principalement dans les régions du Québec.

Je vous parle de la Gaspésie, mais je pourrais vous parler de l'ensemble des régions du Québec : la Côte-Nord, l'aluminerie, on parle de 1 000 emplois; le Bas-Saint-Laurent, Premier Tech, 500 emplois directs; le Saguenay, son port, la multitude des industries qui tournent autour du port de Saguenay; la Montérégie avec le... l'innovation agricole; la Mauricie, textile, industrie historique du Québec, le Centre-du-Québec, économie circulaire; l'Estrie, avec son... sa nouvelle économie technologique. Ce sont des régions du Québec, ce sont des innovations de nos milieux, et c'est ces gens-là qu'on accompagne à tous les jours.

Alors, M. le Président, quand j'entends de ma collègue que nous sommes déconnectés des régions économiques du Québec, bien, je serais plutôt porté à dire le contraire : Vous semblez déconnectée sérieusement de ce qui se passe dans chacune des régions du Québec.

Je pourrais vous parler d'énergie aussi, M. le Président, une industrie historique au Québec, hein, avec notre potentiel hydroélectrique, mais aussi la nouvelle réalité du développement énergétique, énergie verte. Je pourrais vous parler d'énergie éolienne, une énergie très importante pour bon nombre de régions, et ça ne fait que grandir. Je pourrais vous parler de l'Est-du-Québec, région que je connais bien, le berceau du développement éolien.

C'est, dans les derniers mois, là, quand on regarde concrètement, là, les investissements du gouvernement du Québec, l'ensemble des parties prenantes qui sont associées à ces chantiers-là, c'est quelque chose de très intéressant, stimulant. Et, bien évidemment, c'est historique en termes d'innovation et d'investissement.

En... Au mois d'août, pas plus tard qu'au mois d'août dernier, le premier ministre était à Gaspé pour annoncer un partenariat historique avec la nation Micmac pour la construction d'un parc éolien d'envergure. On parle d'un potentiel énergétique de 6 000 mégawatts. 6 000 mégawatts, M. le Président, c'est l'équivalent de la consommation de l'île de Montréal. Ce n'est pas pour rien que le premier ministre a qualifié ce partenariat de la plus grosse annonce de l'histoire de la Gaspésie et du Bas-Saint-Laurent.

C'est à travers des projets comme ça que la signature de notre gouvernement économique se fait sentir.

Le mois dernier, avec l'Alliance de l'énergie de l'Est, une autre annonce, 1 500 mégawatts d'énergie éolienne dans les MRC de Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Rivière-du-Loup et Témiscouata, un ensemble de comtés, de MRC, de villages, de communautés réunis à travers la région de l'Est-du-Québec. Cette annonce a été faite à Cacouna. On a évoqué la création de milliers d'emplois. On pourrait aussi évoquer l'accord historique entre Terre-Neuve et Labrador, qui garantit la... garantira, pardon, de l'énergie à bas coûts pour les générations futures. Des grands projets, des projets nourris d'ambition, et c'est ce qu'on accompagne à tous les jours, M. le Président. D'ici 2027, strictement sur

la Côte-Nord et dans le Nord-du-Québec, nos chantiers énergétiques devraient créer 8 000 emplois. 8 000 emplois, M. le Président, dans des régions comme les nôtres, c'est quelque chose de majeur, c'est quelque chose de structurant, et on est très fiers d'être à ce rendez-vous.

On a aussi, vous le... vous le savez, le Plan pour une économie verte 2030, la politique-cadre d'électrification et de lutte contre les changements climatiques du Québec. Ce plan comprend un investissement de plusieurs milliards de dollars pour assurer sa mise en oeuvre, plusieurs milliards de dollars, M. le Président, qui, là aussi, vont accompagner des entreprises de nos milieux, des initiatives de nos milieux, et avoir des résultats concrets pour l'ensemble des Québécois et des Québécoises.

Donc, on est très fiers, M. le Président, d'être au rendez-vous du point de vue économique, d'être en synergie serrée avec nos communautés.

• (10 h 50) •

Le Président (M. Allaire) : Merci, M. le député de Gaspé. Donc, on débute la sixième série d'interventions. Mme la députée de Jeanne-Mance—Viger, cinq minutes. La parole est à vous.

Mme Rotiroti : Oui, merci, M. le Président. Juste pour clore le dossier de le plan PME 2025-2028, je vais vous lire une citation de la Chambre de commerce du Saguenay-Le Fjord, qui est dans le comté... c'est la chambre de commerce du ministre. La PDG, la PDG du... de la chambre dit ceci, et je cite : «Ce plan ne répond pas véritablement aux besoins des PME. Le gouvernement ne tient pas compte des besoins réels. Les mesures sont politiques, sans impact concret.» Elle ajoute que «la paperasse demeure imposante, et les normes augmentent sans cesse». Et ça tombe bien, parce que je voulais aborder la question de la paperasse, toute la bureaucratie qui a été mise en place depuis que ce gouvernement, là, a pris le pouvoir.

Je vais juste, pour des fins... pour qu'on se situe... On parle de 278 000 PME à travers le Québec, réparties dans 17 régions économiques. Malgré les nombreuses promesses du gouvernement, en disant qu'ils vont réduire la bureaucratie, ils font exactement le contraire. Il n'y a jamais eu autant de paperasse dans le processus administratif de nos entreprises et nos PME. Le temps consacré à la bureaucratie prend le dessus, imaginez-vous, prend le dessus sur le temps consacré à l'innovation, à la production et la croissance de l'entreprise. Depuis cinq ans, depuis que la CAQ est là, les entrepreneurs québécois voient leurs charges administratives exploser. 80 % des PME disent que le fardeau a augmenté. 65 % estiment que cela freine directement leur productivité, parce qu'au lieu d'avoir une ressource sur... en train de travailler, et d'accroître la productivité de l'entreprise, et peut-être même accepter un contrat, bien, qu'est-ce qu'ils font, c'est... il faut qu'ils mettent une ressource pour remplir les nombreux documents et formulaires requis et redditions de comptes qu'ils doivent faire pour le gouvernement. Un rapport de la FCEE, en janvier 2025, nous a confirmé : 735 heures, en moyenne, que passent nos entreprises à gérer la paperasse, et le poids financier du fardeau réglementaire a augmenté de 2,4 milliards depuis votre arrivée, depuis votre arrivée.

Savez-vous qu'est-ce que les entrepreneurs pensent quand le gouvernement dit : Bien, nous, on veut réduire la paperasse puis, si on veut aider les PME à se concentrer sur être... sur la productivité, se concentrer, d'aller chercher des contrats? Savez-vous qu'est-ce que les entrepreneurs pensent de ce gouvernement-là? 11 %, 11 % croient que le gouvernement comprend leurs défis, 11 % des entrepreneurs croient que le gouvernement comprend leurs défis. Si ce n'est pas ça, être déconnecté de la réalité de qu'est-ce qui se passe avec nos entreprises et nos PME, je ne sais pas c'est quoi, M. le Président. 7 % croient que le gouvernement veut réellement réduire la bureaucratie. Dans le fond, là, M. le ministre, il n'y a personne qui vous croit quand vous dites : Bien, attendez, attendez, on va réduire, on va réduire la paperasse.

J'ose espérer... J'aimerais ça savoir si le ministre a fait des représentations auprès de son collègue, le ministre responsable des PME, qui, lui, quand il a été nommé ministre, au lieu de dire : Bien, écoutez, je vais prendre le temps de consulter, de regarder qu'est-ce qu'on peut faire pour alléger ce fardeau-là de nos entreprises... Il vient de la Beauce, c'est un autre... un autre député, il vient de la région de la Beauce. On a été dans la Beauce. Les gens nous disent la même chose. Comme je vous dis, là, c'est des enjeux, puis ces défis sont partagés à travers le Québec, dans toutes les régions du Québec. Alors, j'ose espérer que le ministre devant moi aujourd'hui a eu la chance d'échanger avec son collègue responsable des PME, parce que lui a dit : Bien, moi, je vais continuer, je vais continuer dans la même enlignée de... que mon prédécesseur. Qu'est-ce que ça veut dire, ça, de continuer? Ça veut dire de déposer pas un, pas deux, pas trois, pas quatre, M. le Président, cinquième projet de loi pour réduire la bureaucratie, cinquième. Puis vous voulez que les entrepreneurs aujourd'hui puis les PME vous croient? Qu'est-ce que vous allez faire dans le cinquième projet de loi que vous n'avez pas pu faire dans le premier, le deuxième, le troisième puis le quatrième?

Je vais m'arrêter là, M. le Président, parce que, écoutez, on va... on va aller à... dans le prochain bloc, sur les travailleurs temporaires. Moi aussi, j'aurais... j'aurais aimé aborder un petit peu le secteur forestier...

Le Président (M. Allaire) : Merci.

Mme Rotiroti : ...mais on aura l'occasion dans le prochain bloc.

Le Président (M. Allaire) : Assurément. Merci, Mme la députée. M. le ministre, cinq minutes. La parole est à vous.

M. Girard (Lac-Saint-Jean) : Oui, M. le Président. J'entends bien ma collègue, mais j'aimerais aussi vous parler de quelque chose d'extrêmement important, puis, bien, en fait, c'est de l'économie sociale, nos coopératives, nos coopératives agricoles — agricoles... — nos coopératives dans tous les domaines d'activité. Puis on a déposé le

projet de loi n° 111, M. le Président, justement, pour aider nos coopératives, justement, à se... à moderniser la loi pour aider nos coopératives pour que... en fait, on veut offrir un cadre plus flexible et adapté aux réalités économiques et sociales actuelles.

Vous savez, le modèle coopératif, on parle de près de 2 800 coopératives non financières, c'est 1,5 million de membres, 53 000 personnes qui travaillent, 20 milliards de retombées économiques. Donc, ce n'est pas rien, M. le Président. Puis c'est un... c'est des organisations qui sont dans le développement économique mais qui sont aussi dans le développement social, dont les tissus sont dans nos communautés.

Puis, dans notre projet de loi, bien, M. le Président, on va soutenir l'innovation, la croissance et la vitalité des coopératives partout au Québec. Et ce n'est pas un projet de loi qui vient du ministre — oui, je le dépose — c'est un projet de loi qui vient du milieu coopératif, qui attend depuis près de 20 ans... depuis 10 ans, parce que la dernière modification s'est faite en 2015, qu'on arrive avec un changement au niveau de nos coopératives. Et, justement, ce changement-là vient aider nos coopératives au niveau de la paperasse, de toute la question des formulaires, de toute la question de la flexibilité. On vient aussi introduire la notion de coopérative d'intérêt collectif. En fait, on va reconnaître celles qui oeuvrent dans l'intérêt d'une collectivité, M. le Président. Puis on vient réaffirmer, là, des principes fondamentaux de coopérative, en fait, la propriété collective, le contrôle démocratique, la contribution au développement des communautés. Puis, quand on parle de modernisation au bénéfice des entreprises, on renforce, M. le Président, la gouvernance et la transparence. Nos coops le demandent, elles en ont besoin. On va aussi venir encourager l'innovation, la diversification des activités. Puis c'est sûr qu'on favorise l'économie sociale, parce qu'on le sait, ça représente plus de 236 000 emplois au Québec. Bien entendu qu'on va contribuer à une économie plus durable et inclusive, M. le Président. Puis, parfois... En fait, le projet de loi n° 111, je pense, c'est important de le mentionner, tu sais, on dit qu'on vient adapter le cadre légal aux réalités économiques et sociales aujourd'hui, on introduit, entre autres, la notion de coopérative d'intérêt collectif pour bien répondre aux besoins des communautés puis on harmonise aussi avec d'autres lois, d'autres dispositions législatives, parce que, les coopératives, nous, on y croit. C'est des acteurs clés de l'économie sociale. Ils contribuent à la vitalité économique de nos régions, à la création d'emplois, à la lutte contre les inégalités aussi, partout au Québec.

Puis on veut s'adapter, M. le Président, à la réalité, à la réalité actuelle. Donc, on s'adapte, M. le Président, avec ce projet de loi là, parce que, de l'économie... quand on parle d'économie d'entreprise, l'économie passe par tout type d'organisation. Tu as des organisations de développement économique, tu as des entreprises, des compagnies, des sociétés en nom collectif, mais tu as de l'économie sociale aussi qui fait de l'économie. Puis ça a été démontré que durant la pandémie, c'est ceux qui s'en sont le mieux sortis, qui ont passé le mieux au travers de la situation actuelle, par la force des membres, par l'ancrage dans le milieu. M. le Président.

Donc, encore une fois, on vient reconnaître... on donne plus de flexibilité. Juste au niveau de la gouvernance, au niveau des fonds dédiés à d'éventuelles ristournes, de l'allègement réglementaire, M. le Président, on en parle, les comptes sont venus en commission, puis ils en ont parlé. Ça va permettre aussi plus de facilité à avoir accès à du financement. Et je sais que ma collègue de l'opposition officielle, avec ses collègues, on a travaillé ça ensemble lors des consultations, puis on est tous au même point, à la même place, on veut améliorer l'environnement d'affaires de nos coops. Puis le projet de loi qu'on dépose vient le faire. Donc, si on améliore l'environnement d'affaires de nos coops, de notre système coopératif et de la mutualisation, bien, on vient justement améliorer le développement économique de nos régions. On a des modèles exemplaires dans nos coops qui sont bien établis dans nos communautés. On les retrouve dans nos villages puis dans différents types de... dans différents secteurs, puis, de plus en plus, les coopératives se font connaître par les ministères. Donc, c'est un dossier qui me tient énormément à coeur puis qui est très important pour nous, M. le Président.

• (11 heures) •

Le Président (M. Allaire) : Merci, M. le ministre. On enchaîne avec la députée de Labelle. Cinq minutes, la parole est à vous.

Mme Jeannotte : Merci, M. le Président. Je suis un peu surprise d'entendre la députée de Jeanne-Mance—Viger nous faire des leçons en matière de développement économique régional parce que s'il y a un gouvernement qui a coupé dans les CLD, c'est bien le Parti libéral avant nous. Puis au contraire, nous... Je suis aussi surprise de l'entendre se plaindre de cinq projets de loi pour réduire la paperasse. Au contraire, justement, ça prouve qu'on veut déréglementer puis qu'on est à l'écoute du terrain. C'est tout à fait le contraire, M. le Président. Puis c'est facile, quand on est dans l'opposition, de dire des anecdotes, de parler de sondages ou de dire... des gens qui en voudraient toujours plus, mais, quand on gouverne, c'est autre chose, M. le Président.

Puis, tout à l'heure, je n'ai pas eu le temps de vous parler d'exemples concrets, je vais continuer sur ça. C'est 400,6 millions qui seront octroyés pour le développement économique des régions, pour appuyer le secteur de l'agriculture, de la forêt et des pêches. Ça, c'est vraiment de l'aide aux régions. 254,7 millions qui vont permettre de soutenir des secteurs essentiels à la vitalité régionale, je l'ai dit, l'agriculture, la forêt, les pêches avec un congé temporaire de taxe sur la masse salariale. Comme je le disais, il va toujours s'en trouver pour dire que c'est passé. C'est tout à fait normal. Mais quand on gouverne, on a des décisions à prendre puis on est dans la bonne direction avec ces mesures-là. 30 millions pour la compétitivité du secteur agricole. 4 millions pour prolonger le mécanisme de ristourne à impôt différé des coopératives agricoles. 1,7 million pour prolonger le mécanisme d'étalement de revenus pour les producteurs forestiers.

Oui, je lis, M. le Président, je lis parce que c'est sur des faits concrets et non pas des anecdotes tirées n'importe où. Ça fait que c'est pour ça que je suis obligé de lire, pour m'en tenir à des faits. Concrètement, cette mesure

va permettre aux propriétaires de forêt privée d'étaler la déclaration de leurs revenus, de vendre sur une période de 10 ans. Ça s'adresse à tous les producteurs québécois qui ont un capital versé inférieur à 50 millions. Puis la mesure va permettre la réduction du fardeau fiscal d'environ 350 producteurs forestiers. Ce n'est quand même pas rien, ça. Avec l'annonce du ministre des Finances, la mesure est prolongée de deux ans afin de minimiser le choc financier lié à la guerre commerciale et stimuler la mise en marché de bois provenant des forêts privées. Pour soutenir les entreprises de la Gaspésie et certaines régions maritimes du Québec dans leurs investissements de projets de modernisation pour le prolongement du crédit d'impôt, 65 millions sur quatre ans, M. le Président. Et finalement, 45,2 millions de dollars pour renouveler le financement pour le Réseau accès entreprise, dont je parlais tantôt, que le Parti libéral a coupé avant nous, un service de proximité qui offre une porte d'entrée et de l'accompagnement-conseil pour les entreprises dans leurs démarches de structuration, de développement et accélération de leurs projets d'affaires. Ce montant permet aux équipes de développement économique des MRC et de leurs organismes associés faisant partie du réseau à maintenir les ressources qu'ils consacrent à l'accompagnement des entreprises.

On ne peut pas nier que la situation économique actuelle et les défis uniques à chacun ont frappé de plein fouet nos secteurs d'activité dans les régions. C'est ça, le contexte, c'est sûr. Les tarifs douaniers qui nous ont été imposés ont amené une hausse des coûts d'approvisionnement et d'exploitation. Les changements climatiques intensifient davantage les défis vécus par ces industries dont leur activité repose essentiellement sur l'exploitation des ressources naturelles. Vous savez, c'est ça, là, quand on parle d'adaptation à des contextes. C'est certain qu'on fait face à ces défis-là.

Dans le cas de l'industrie forestière, la baisse des prix de leurs produits réduit la liquidité et la rentabilité des entreprises. Dans plusieurs régions, les volumes de bois récoltés s'avèrent insuffisants par rapport à la capacité de production. Mais notre gouvernement, M. le Président, ne les laissera pas tomber. On entend soutenir la transformation de l'industrie forestière et la simplification de leur environnement d'affaires pour renforcer la résilience, l'agilité et la compétitivité. Également, on peut rassurer les producteurs agricoles de la pêche que leur gouvernement est là pour eux. On continuera de veiller à leur intérêt, et nous ferons tout notre possible pour les aider à protéger et à accroître leur productivité.

Vous savez, M. le Président, c'est reconnu, on est un gouvernement des régions, le parti présent... on est le parti présent dans toutes les régions du Québec. Ce n'est pas nouveau. C'est avec cette pensée en tête que nous prenons des décisions pour les Québécois partout sur le territoire. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Allaire) : Merci à vous, Mme la députée de Labelle. On débute le dernier bloc. Vous êtes la seule à intervenir, cinq minutes. La parole est à vous.

Mme Rotiroti : Merci. M. le Président, juste pour corriger ma collègue de Labelle, ce n'est pas des anecdotes, Mme la députée, c'est des gens, c'est des cris de coeur des gens, des PME, des organismes qui appuient nos PME à tous les jours. Alors, je trouve ça un peu réducteur de dire que c'est des anecdotes qu'on prend... qu'on tire de n'importe où. Ce n'est pas des anecdotes, Mme la députée. C'est des faits et c'est des gens qui parlent publiquement pour dire à quel point que vous êtes déconnectés comme gouvernement.

J'ai dit au ministre que je reviendrais sur les travailleurs étrangers temporaires. C'est un enjeu de pénurie de main-d'oeuvre, c'est... J'imagine que le ministre doit être très au fait de tous les débats qui entourent ces travailleurs-là. Juste vous dire que, dans... Puis je ne rentrais pas dans des chiffres, mais juste vous dire qu'il y a une conséquence néfaste, une conséquence directe dans nos entreprises et nos PME à travers les régions. C'est des travailleurs qui arrivent ici, qui, la plupart du temps, sont choisis par les entreprises, par les PME dans des domaines assez spécifiques et c'est des travailleurs, dans le fond, qui sont totalement intégrés, qui contribuent à l'essor économique de la région, mais qui, aussi, s'assurent que l'entreprise peut accélérer dans sa productivité, dans l'innovation puis est capable de remplir, dans certains cas, les contrats qu'elles ont pris et de peut-être voir si elles peuvent en accepter d'autres.

Alors, le Saguenay, entre autres, qui est la région d'où vient le ministre, il doit sans doute savoir que ça entraîne des conséquences directes, immédiates et, dans certains cas, dramatiques pour le développement économique de sa région. Ce n'est pas l'opposition qui le dit, encore une fois, ce sont les employés, les chambres de commerce, les manufacturiers, les acteurs du terrain dans les régions. Alors, ce n'est pas nous, c'est eux qui vous le disent. Puis je n'ai pas de raison de croire que le ministre est en tournée à travers le Québec, au contraire, mais, s'il est en tournée puis il rencontre ces acteurs-là, c'est impossible, impossible, que ces gens-là ne lui parlent pas des enjeux de pénurie de main-d'oeuvre. C'est impossible. Nous, avec l'Escouade PME, avec mon collègue le député Marguerite-Bourgeoys, nous aussi, on est en tournée à travers le Québec. Je vais vous dire, là, que c'est... Je vous dirais, c'est presque l'enjeu principal dans tous les secteurs, dans toutes nos entreprises à travers le Québec.

Alors, j'aimerais ça savoir, le ministre, là, s'il a eu l'occasion de discuter avec son collègue à l'Immigration de ces défis-là, de ces défis-là, de ces travailleurs-là qui, je répète, sont francisés, sont complètement intégrés dans la région. Et je vais vous dire que les gens de la région même nous disent : On a besoin de ces gens-là, on veut qu'ils restent. Ils parlent même de voir si le gouvernement peut avoir une clause grand-père pour s'assurer que ces gens-là demeurent en région, qu'ils demeurent à l'emploi de l'entreprise. Dans le fond, les... les entreprises, qu'est-ce qu'elles nous demandent, qu'est-ce qu'ils demandent du gouvernement, c'est un peu de prévisibilité. Puis le mot «prévisibilité», ça aussi, c'est récurrent dans toutes, toutes les régions du Québec. Vous faites du mur-à-mur, M. le ministre, sans prendre en considération les spécificités des régions. Vous dites : On fait ça, mais ça, c'est à travers... Vous ne regardez pas les effets que ça peut avoir. Je vous dis, les travailleurs temporaires, là, il va y avoir un effet néfaste pour l'économie du Québec, néfaste.

Alors, j'aimerais ça savoir, le ministre, parce que lors de... en 2022, lui-même disait, à propos de la pénurie de main-d'oeuvre, puis je... je le cite : «...est un problème à la fois conjoncturel et structurel» et avance quelques pistes de solution. Il dit : «Tous les enjeux liés à la pénurie de main-d'oeuvre, il s'agit d'un problème conjoncturel, structurel, qu'on vit à la grandeur du pays.» Là-dessus, je suis d'accord avec M. le ministre. «La requalification des employés et la question sur l'immigration, de même que la robotisation et l'innovation doivent faire partie de la solution.» Vous-même, en 2022, M. le ministre, vous avez dit que l'immigration faisait partie de la solution par rapport à la pénurie de main-d'oeuvre. Est-ce qu'aujourd'hui, avec votre chapeau de ministre, vous avez changé d'idée?

Conclusions

Le Président (M. Allaire) : Merci, Mme la députée. On débute donc le dernier bloc, les conclusions. Vous avez 10 minutes, M. le ministre. La parole est à vous pour 10 minutes.

M. Eric Girard

M. Girard (Lac-Saint-Jean) : Bien, écoutez, M. le Président. Ça fait... ça fait... ça fait 1 h 30 min, là, qu'on... qu'on fait la démonstration devant cette assemblée des actions qu'on a... qu'on a entreprises et qu'on va continuer d'entreprendre partout au Québec en faveur du développement économique régional. Je remercie ma collègue la députée de, justement, soulever tout le dossier du développement économique régional, qui est extrêmement important. Vous avez entendu mes consoeurs, mes confrères députés qui ont donné des exemples concrets de projets qui ont été réalisés sous l'impulsion de notre gouvernement dans leur région.

• (11 h 10) •

Et j'ai mentionné aussi d'entrée de jeu la place centrale que les PME occupent, entre autres, dans notre vision économique. Puis on a une vision économique qui a été présentée le 10 novembre dernier, puis j'aimerais ça en parler un peu aussi, de cette vision économique là, parce qu'elle va être profitable aussi pour les régions du Québec, pour nos entreprises. Puis je veux mettre en lumière, à la fin de cette interpellation, les grands engagements de notre gouvernement en matière d'économie pour les années à venir, parce que ça touche justement nos régions, ça touche aussi à la richesse, puis c'est des emplois importants aussi, puis on... C'est un défi, en fait, du contexte actuel, puis il faut saisir aussi les nouvelles occasions d'affaires.

Puis, on cible quatre grandes priorités pour notre vision économique, entre autres, justement, vous en doutez, on veut miser sur le... sur notre énergie renouvelable et augmenter massivement, en fait, notre production, notamment grâce à Hydro-Québec. Je pense que tout le monde est d'accord ici, là, il n'y a pas personne qui est contre ça. On sait que notre production hydroélectrique est l'une des plus importantes au monde, M. le Président, elle constitue le fondement du pouvoir québécois. Puis c'est le fun, parce que l'entièreté de nos grandes centrales hydroélectriques se trouvent en région. Ce sont nos territoires éloignés qui alimentent le Québec, M. le Président, en énergie propre et renouvelable. Puis c'est grâce à eux que nous pouvons offrir une électricité abordable et décarbonée à l'ensemble des Québécois.

Vous savez, le gouvernement a pris l'engagement, avec Hydro-Québec, d'augmenter massivement la production d'électricité renouvelable d'ici 2050 pour sécurité... sécuriser notre avenir. On n'a pas le choix, c'est important. On parle non seulement d'hydroélectricité, mais aussi des autres formes d'énergies renouvelables, comme l'éolien qu'on développe et aussi le solaire qui est en développement puis qui est important. Puis c'est important de le mentionner, que ça se fait en collaboration, bien entendu, avec les Premières Nations et les communautés inuites. Et l'efficacité énergétique sera au coeur de notre stratégie pour consommer mieux tout en produisant plus. Et mon collègue de la Gaspésie tout à l'heure mentionnait justement une entreprise dans son milieu, à Cap-Chat, qui a eu besoin d'un bloc d'énergie. Puis ça démontre à quel point c'est important pour la création d'emplois aussi. On sait que le plan de gestion intégrée des ressources énergétiques qui est en cours d'élaboration va porter sur toutes les sources d'énergie, je l'ai mentionné, en accordant une importance particulière à l'efficacité et à la sobriété énergétique.

Deuxièmement, on souhaite aussi être plus agiles dans la réalisation des projets stratégiques. Et je vais rejoindre ma collègue et réduire la bureaucratie pour un État plus performant. Ça, c'est bien entendu, durant mes tournées, les gens me parlent, là, dans nos programmes, de nos... de notre plan PME, d'Investissement Québec. Et je vous dirais que, dans l'ensemble, ils sont satisfaits, satisfaits des programmes de financement, des programmes d'aide. Mais on me parle beaucoup de bureaucratie, de lourdeur administrative, M. le Président. Donc, on s'engage à intensifier des efforts d'allègement réglementaire et administratif pour simplifier toujours la vie de nos entrepreneurs, mais ce n'est pas facile. Ça ne se fait pas en un claquement de doigts, M. le Président. Mais il y a des actions qui ont été faites. On a réussi à réduire de 11 %, depuis 2020, de 11 % le nombre de formalités administratives au Québec, puis on a diminué de 23 % le coût de ces formalités, M. le Président. Donc, ça, ça vient permettre des économies annuelles pour nos entreprises. Puis on a aussi abaissé de 7 % le volume des formalités. Donc, ce n'est pas vrai qu'il ne se fait rien, au contraire. Regardez ce qui... ce qui est fait. Mais, comme je le dis, ça ne se fait pas en un claquement de doigts. Puis actuellement, oui, on est en train d'élaborer un projet de loi omnibus, dont le dépôt est prévu sous peu, pour continuer d'alléger le fardeau administratif des entreprises. Et je sais que je vais pouvoir compter sur la collaboration de nos collègues à l'opposition officielle. Puis on échange. Moi et mon collègue aux PME, on a des échanges constructifs avec notre ministre. On est une équipe à l'Économie, puis on échange sur des enjeux justement qui concernent nos entreprises, parce que c'est important, parce qu'on veut avoir un environnement d'affaires plus agile et compétitif pour nos entreprises, pour qu'ils puissent croître davantage. Puis, lors de mes tournées, lors de mes

rencontres, on m'en parle régulièrement, c'est un enjeu, c'est une question qu'on me parle sur le terrain, M. le Président. Je l'ai vécu moi-même comme entrepreneur, je le comprends, je comprends bien ça. Et il faut continuer à travailler justement à améliorer la vie de nos organisations, de nos organismes de développement économique local, mais aussi de nos entreprises. Puis c'est ce qu'on fait, M. le Président, on a justement des chiffres qui viennent le démontrer. Mais on ne s'arrête pas là. On continue justement, là, à améliorer l'environnement d'affaires de nos entreprises en termes d'allègement réglementaire puis faciliter la vie de nos entrepreneurs, nos entrepreneuses.

On veut aussi déployer plus d'efforts pour faire grandir nos entreprises au Québec puis, c'est important de le dire, d'ouvrir nos horizons en développant de nouveaux marchés et partenaires aussi. Donc, on veut mobiliser davantage nos acteurs économiques. On n'arrête pas là. On nous dit qu'ils sont présents, les gens sont impliqués, dont Investissement Québec et la Caisse de dépôt pour accompagner nos PME dans leur croissance à long terme. En fait, on veut que nos entreprises deviennent de véritables fleurons de notre économie puis tout en protégeant la propriété québécoise. C'est important pour nous.

Nos entreprises doivent être soutenues par l'écosystème en place. On continue justement de soutenir l'écosystème, notamment en matière d'innovation aussi. L'innovation est importante, ma collègue le mentionnait. Donc, dans notre vision économique, les établissements d'enseignement supérieur, les centres de recherche et les zones d'innovation auront un rôle considérable à jouer, M. le Président.

On aussi... on a aussi une occasion qui... qui nous est offerte par le secteur de la défense, entre autres, celui des minéraux critiques et stratégiques, pour que toute l'économie québécoise en ressorte plus forte à long terme. Puis je suis content parce que justement, déjà dans ma région, ils ont salué l'effort à ce niveau-là, au niveau, là, de toute la question des minéraux stratégiques et critiques. On en a un port à Saguenay, on a des... des infrastructures qui sont là. Donc, ça a été souligné d'ailleurs par les... la Chambre de commerce de Saguenay. Puis, sur ce dernier point, c'est important de préciser que près de 70 % des entreprises sur le marché de la défense sont des PME qui participent activement à notre développement économique régional. Vous savez, M. le Président, notre vision économique les concerne au premier plan. Entre autres, la défense, c'est un marché stratégique pour notre économie, mais on voit également une croissance des dépenses dans cette industrie partout dans le monde. Et nous avons l'occasion de tirer notre... notre épingle du jeu, M. le Président. Le gouvernement fédéral et l'Union... européenne, pardon, veulent augmenter considérablement leurs dépenses en défense. On veut être un partenaire important dans les chaînes d'approvisionnement de la défense, M. le Président, au Canada et à l'international, puis on le sait qu'on est capables d'y arriver. On a le potentiel, on a les ressources. Donc, on continue de renforcer nos collaborations, à se positionner clairement et à innover, M. le Président.

Puis, quant au secteur des minéraux critiques et stratégiques, ça représente une occasion de développement à long terme pour le Québec. On sait que les perspectives de croissance augmentent rapidement pour assurer la transition énergétique et technologique en... en cours partout sur la planète. Puis je reviens encore sur l'exemple de l'annonce qu'on a faite, d'alumine. Ils ont des marchés internationaux incroyables, la troisième plus grosse, justement, en termes de production dans le monde, de l'alumine de haute pureté. Ça en est, ça, des stratégies, puis c'est des exemples concrets, justement, pour pousser des PME dans nos régions puis dans nos municipalités.

Je reviens sur les mines. On sait qu'on a 27 mines qui sont actives au Québec. Ils sont tous en région. Ils nous permettent de réduire notre dépendance aux importations puis de bâtir une économie forte puis résiliente. Donc, on veut multiplier ça par 20 d'ici 2040. C'est extrêmement important. Bien entendu, ça passe par un plan PME, par nos... Investissement Québec, avec nos allègements réglementaires au niveau de la paperasse, tout en conservant les mesures environnementales en place. Puis c'est un écosystème, c'est un système qui est mondial. Alors, ça va prendre énormément de ressources aussi pour en arriver là, M. le Président.

Puis, vous savez, on est partout présents. On a fait des visites dans les régions. On rencontre des entrepreneurs. Puis je le dis, là, il n'y a personne qui va être oublié, M. le Président, personne, pas une région du Québec. On est là pour s'occuper de tout le monde, M. le Président, puis c'est ce qu'on fait. Le contexte n'est pas facile. On a été présents, on a travaillé, on continue d'être là, on va continuer. On le fait pour le bien du Québec, le bien de nos régions puis le bien de nos communautés, M. le Président. Merci.

• (11 h 20) •

Le Président (M. Allaire) : Merci à vous, M. le ministre. Mme la députée de Jeanne-Mance—Viger, c'est vous qui avez demandé cette interpellation, c'est vous qui avez l'opportunité de conclure. La parole est à vous pour 10 minutes.

Mme Filomena Rotiroti

Mme Rotiroti : Merci, M. le Président. Alors, on est déjà rendus à la fin de l'interpellation. Ça va extrêmement vite.

Je n'ai pas pu... Je vais juste effleurer l'industrie forestière, parce que c'est quand même... c'est quand même une industrie qui... elle est extrêmement importante et structurante pour le Québec. Écoutez, la seule chose que j'ai à dire là-dessus, c'est que l'industrie se sent totalement abandonnée par ce gouvernement-là. Quand on a un premier ministre qui va à Washington puis qui est prêt à faire des importantes concessions dans le... dans ce secteur clé pour notre économie, quand le premier ministre est prêt à sacrifier un secteur complet, un secteur stratégique comme la forêt en disant : Bien, c'est 60 000 emplois... parce que c'est ça, 60 000 emplois, quand même, là, l'industrie forestière, à travers le Québec, puis qu'il dit : Bien, ce n'est pas grave, là, ces employés-là, ils pourront aller dans le nord puis travailler à Hydro-Québec, là, je pense, ça démontre à quel point qu'on a du respect pour cette industrie-là.

Le repreneuriat. Sachez, M. le ministre, là, si vous voulez... vous attaquer à un enjeu comme le repreneuriat, sachez qu'aujourd'hui c'est plus facile de céder une entreprise à l'étranger que ça l'est pour le céder à un membre de

la famille. Alors, je vous invite que vous posez des questions dans votre tournée à cet effet-là. Vous allez voir, là, parlez à la jeune Chambre de commerce, parlez à des entrepreneurs qui, aujourd'hui... parce qu'on a tout le... les baby-boomers, là, qui sont prêts, probablement dans quelques années, de céder une entreprise qui est viable, qui est productive, et qu'ils ne savent pas comment s'y prendre. Alors, je répète, M. le ministre, c'est plus facile à vendre à l'étranger que de céder à un membre de la famille. Et ça, c'est des entreprises qu'on veut garder ici, au Québec. Alors, je vous invite peut-être de... dans votre prochaine tournée, de poser la question. Vous allez avoir la réponse, j'en suis sûre.

Alors, on est déjà rendus à la fin de notre interpellation, et je pense que les régions du Québec et les entrepreneurs qui nous écoutent aujourd'hui comprennent bien qu'on n'a pas eu des... beaucoup de réponses à des questions quand même assez précises, que ça soit au niveau de la paperasse, que ce soit au niveau de la relève, que ça soit au niveau des travailleurs, que ça soit au niveau de l'industrie, le repreneuriat. On a parlé beaucoup du plan PME 2025-2028, puis je pense que les faits parlent d'eux-mêmes. C'est un plan qui a n'aucune ambition, qui, dans le fond, n'a pas vraiment des nouvelles sommes, elles sont très minimales par rapport à l'ampleur de les défis que nos PME peuvent vivre dans toutes les régions du Québec.

Je veux dire qu'on a eu un discours d'ouverture à la session parlementaire, un discours dans lequel il n'y avait rien sur nos forêts, rien pour nos agriculteurs, rien pour l'industrie névralgique en région. Pour les régions, c'est un message clair : On ne vous voit pas. Et, dans bien des municipalités, ce silence a été interprété non seulement comme un oubli, mais comme un désintérêt profond. Le premier ministre a prorogé la Chambre, a procédé à un remaniement ministériel, a promis des nouvelles orientations, mais, finalement, sur le terrain, rien. Ce n'est que de la poudre aux yeux et nos régions restent sur leur faim. Encore une fois, les attentes étaient extrêmement élevées et les résultats ne sont pas au rendez-vous. Même au niveau de le caucus de la CAQ, M. le Président, on a vu, il y a des députés qui se sont levés debout pour leur région. On a juste à penser au député de l'Abitibi-Ouest qui a... Est, excusez-moi, de l'Abitibi-Est qui a été exclu de son propre caucus parce qu'il a eu le courage de se lever, de se lever puis parler de sa région, puis défendre sa région par rapport à les défis qu'ils ont, et ça, ça mérite qu'aujourd'hui il est assis dans les banquettes indépendantes. On a l'ex-ministre de la Forêt qui, elle, dit clairement qu'elle avait reçu les orientations pour sa politique par le bureau du premier ministre. Aujourd'hui, on est rendus à la case de départ, puis la députée de Rimouski est assise dans les banquettes des indépendants.

Pendant l'échange, pendant l'interpellation ce matin, nous avons entendu les mêmes incohérences, les mêmes excuses, les mêmes lacunes. Et finalement, ce que nous avons ici est clair, c'est un gouvernement qui promet de réduire la paperasse, mais qui en génère plus que jamais, un gouvernement, qui ignore les signes de détresse des agriculteurs, des travailleurs forestiers et d'autres industries vitales au Québec, un gouvernement qui lance un plan PME sans cible, sans vision et moins d'argent, un gouvernement qui ne comprend pas l'urgence d'agir dans les dossiers des travailleurs migrants et qui, ultimement, laisse les travailleurs étrangers temporaires et les employés québécois dans une bureaucratie incroyable. Ces exemples s'ajoutent à une longue série de décisions improvisées, incohérentes, mal arrimées aux réalités du terrain depuis que vous êtes au gouvernement. Brouillons envers nos régions, brouillons envers nos PME, brouillons envers l'économie locale, brouillons, finalement, pour aider les Québécois. On ne gouverne pas l'économie régionale avec des demi-tours, des reculs et des... des correctifs improvisés. Pendant ce temps-là, partout sur le territoire, des entrepreneurs, des travailleurs, des élus municipaux, des organismes de développement économique tirent la sonnette d'alarme. C'est vraiment un cri de coeur, M. le Président. Tous disent la même chose : Le gouvernement fait la sourde oreille. Les régions sont le coeur économique du Québec. Il faut qu'on les écoute, et qu'on les respecte, et qu'on leur donne les moyens de prospérer. C'est juste ça que nos entreprises demandent, M. le ministre. Tassez-vous, donnez-leur les outils pour qu'ils puissent être plus productifs, pour qu'ils puissent innover. C'est ça qu'ils veulent. Arrête d'intervenir. Arrêtez d'intervenir dans le quotidien de nos entreprises. Ils savent. Nos entrepreneurs, là, c'est... c'est des innovateurs de... Ils ont l'esprit entrepreneurial. Ils savent, ils savent comment gérer leur entreprise. Ils n'ont pas besoin du gouvernement à leur dire comment gérer leur entreprise. Qu'est-ce qu'ils ont besoin d'un gouvernement, c'est de croire en eux, de leur donner les outils nécessaires, d'être à leur écoute. Parce que, je vous le dis, sans ces entreprises-là, les régions, là, ne pourront pas aller de l'avant. On en a besoin. C'est le coeur, c'est le poumon économique de nos régions qui lance ce cri du coeur là, et le gouvernement, je répète, font la sourde oreille.

J'ai parlé tout à l'heure de le mot «imprévisible». Je vous ai dit aussi que, nous, pour le Parti libéral du Québec, les régions sont extrêmement importantes, d'aller à leur rencontre et de les écouter par rapport à leurs besoins. On est dans la... On n'est pas, nous, dans la philosophie du mur-à-mur. Nous, on est dans la philosophie de dire : Bien, chaque région a sa spécificité, chaque région a des besoins particuliers. Et nous, comme gouvernement, il faut s'assurer qu'on donne ces outils-là pour qu'ils puissent aller de l'avant.

Aujourd'hui, nous avons illustré que plusieurs acteurs disent depuis des années que le gouvernement a perdu contact avec la réalité économique régionale, que c'est... ce n'est pas un jugement politique, c'est un constat factuel basé sur des témoignages d'acteurs du terrain, d'entrepreneurs et des enjeux des élus locaux.

Pour nous, l'objectif est simple, c'est bâtir et développer avec les régions, qui sont les meilleures placées pour développer un véritable plan économique, pour soutenir la croissance de nos entreprises et renforcer le tissu entrepreneurial à travers le Québec. Parce que personne n'est mieux placé que nos entrepreneurs pour définir les solutions dont ils ont vraiment besoin.

Je pense qu'aujourd'hui, M. le Président, on... le gouvernement vient d'illustrer qu'ils sont... ils n'ont jamais été le parti de l'économie et ils ne seront jamais le parti de l'économie. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Allaire) : Merci à vous. Ça met fin à cette interpellation. Merci à tous pour votre collaboration mais surtout pour les échanges respectueux. Bravo!

Alors, compte tenu de l'heure, je lève la séance, et la commission, ayant accompli son mandat, ajourne ses travaux sine die. Merci. Bon dîner, tout le monde.

(Fin de la séance à 11 h 30)